









R É P L I Q U E

POUR les héritiers *AUBRY*, de Coura,
intimés, anticipans & adhérens à l'appel. ~

C O N T R E

Le Sieur *CARADEUX*, aîné, appellant
de Sentence du Siège royal du Port-au-Prince,
du 29 Juillet 1786 & anticipé ; ~

Le Sieur *CARADEUX* de la Caye ;
Les Dames *LATOISON*,
DE ROCHE - BLANCHE,
DE CHATEAU - BLOND &
DES MORN AIS, habitans au cul-de-jac,
intimés ; & *C O N T R E*

Le S^r *GRANDHOMME* de Gizeux
& la Veuve *HUDIN*.

Ceux qui écrivent pour instruire les Tribunaux, n'ont pas en effet de
devoir plus important à remplir, que de leur présenter la vérité. Ils en

font un serment solennel, aux autels de la justice, lorsqu'ils sont admis par elle à l'exercice de leur ministère; & s'ils cherchent à la déguiser, ou seulement à l'envelopper, de manière qu'elle ne puisse être reconnue, ils deviennent infidèles, parjures & perturbateurs de l'ordre social, en voulant égarer les Magistrats, & les exposant à commettre les injustices quelquefois les plus funestes.

Mais, pourquoi a-t-on commencé le libelle des Sieurs & Dame Caradeux, en rappelant cette importante obligation, peut-on reprocher aux Sieur & Dame Aubry de Tours de l'avoir violée, peut-on soutenir qu'en écrivant pour les Sieurs & Dame Caradeux, on s'en soit exactement acquitté?

Souvent le mensonge hardi se compose un masque favorable & se prépare un accès facile par sa propre satire, & par l'éloge de la vérité qu'il fait semblant d'invoquer; & tel est précisément l'artifice que l'on va reconnoître, pour ce qui concerne la veuve Hudin, dans le libelle des Sieurs & Dame Caradeux, dont les déclamations n'ont point d'autre principe ni d'autre but.

Les Sieur & Dame Aubry, de Tours, réclament la succession du Sieur *Jean-Martin Aubry*, qui est échue à Saint-Domingue, le 27 Février 1763, & qui a été adjugée le 3 Juin 1767, par Arrêt du Conseil supérieur du Port-au-Prince, aux familles *Caradeux*, de *Gizeux & Aubry*, de la Rochelle.

Et pour se faire remettre cette succession, ils ont dit & prouvé que la famille Caradeux n'avoit point justifié son état ni sa parenté avec Jean-Martin Aubry, par les titres qu'elle avoit produits alors.

Ils ont dit que le Sieur de Gizeux ne paroissoit pas avoir établi qu'il fût parent du défunt.

Ils ont dit & prouvé, que la veuve Hudin, unique membre de la famille Aubry, de la Rochelle, n'avoit produit aucun titre utile lors de l'Arrêt de 1767, & que ceux qu'elle avoit rapportés étoient supposés & absolument faux.

Et enfin, ils ont dit, & prouvé qu'ils étoient Cousins germains paternels, & héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry.

Quatre membre de la famille Caradeux se sont unis pour leur défense: ils soutiennent que les Sieur & Dame Aubry, de Tours, sont eux-mêmes des imposteurs; que Jean-Martin Aubry étoit originaire de la Rochelle,

& non de Tours ; que les titres de la veuve Hudin étoient vrais & respectables, & qu'ils devoient opérer l'effet qu'ils ont produit ; que l'état & la parenté de la famille Caradeux sont parfaitement & très-clairement démontrés, & que le Sieur de Gizeux avoit également justifié sa qualité d'héritier du Sieur Jean-Martin Aubry.

De quel coté est donc la vérité ? De quel coté est l'imposture ou l'erreur ?

Les Sieur & Dame Aubry, de Tours, ont-ils les droits qu'ils réclament : les Sieurs & Dame Caradeux, de Gizeux & Hudin font-ils les vrais héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry, comme l'Arrêt de 1767 l'a décidé ?

Pour parvenir le plus parfaitement & le plus précisément qu'il est possible, à l'évidence de ces différens points, il est indispensablement nécessaire de diviser la matière du procès ; & il n'est point d'ordre plus simple ni plus utile que celui de ces questions.

1°. La famille Aubry, de la Rochelle, ou la veuve Hudin étoit-elle parente ou héritière du Sieur *Jean-Martin Aubry* ?

2°. Les Sieur & Dame Aubry, de Tours, sont-ils parens & héritiers du Sieur *Jean-Martin Aubry* ?

3°. Les Sieurs & Dame Caradeux ont-ils justifié leur état, & sont-ils, ainsi que le Sieur de Gizeux, parens & héritiers du Sieur *Jean-Martin Aubry* ?

4°. Enfin, comment doit être partagé la succession du Sieur *Jean-Martin Aubry* ?

Cette division est nécessaire, parceque si la famille Aubry, de la Rochelle, étoit véritablement celle du Sieur *Jean-Martin Aubry*, la famille Aubry, de Tours, ne pourroit pas le réclamer, & seroit réduite au silence, à moins qu'il n'existât entre les familles Aubry, de la Rochelle & de Tours, un lien qui jusqu'ici n'est pas connu ; de sorte que la parenté vraie ou supposée de la famille Aubry, de la Rochelle, ou de la veuve Hudin, est nécessairement le premier objet d'examen & de discussion.

Le second est aussi nécessairement la vérification de la parenté des Sieur & Dame Aubry, de Tours, s'ils démontrent que la veuve Hudin n'étoit point parente, parcequ'en ce cas le Sieur *Jean-Martin Aubry* n'étant point originaire de la Rochelle, il se trouvera au moins possible qu'il l'ait été de Tours ; & les Aubry de ce lieu devront démontrer son origine & leur parenté, avant que de pouvoir rien contester ni rien demander à la famille Caradeux, qui possède aujourd'hui tous les biens.

Quant aux deux autres questions, l'ordre de l'une à l'autre est aussi évidemment nécessaire, quoiqu'elles ne doivent exciter aucune difficulté, parcequ'elles sont relatives à deux points également certains en fait & en droit, la parenté des Sieurs Caradeux, & la manière dont le partage doit être fait. Examinons donc la première de ces questions :

1°. La famille Aubry, de la Rochelle, ou la veuve Hudin, étoit-elle parente & héritière du Sieur Jean-Martin Aubry ?

La veuve Hudin prétendoit qu'elle étoit petite fille de Jean Aubry & de François Esnaud, par GUY Aubry son Père, & que le Sieur *Jean-Martin Aubry* étoit également petit-fils de Jean Aubry & de François Esnaud, par *Martin Aubry*, son Père, qui est mort à Léogane le 9 Janvier 1698, & qu'ainsi le Sieur Jean-Martin Aubry étoit son Cousin germain.

Elle avoit donc à justifier, qu'elle & le Sieur *Jean-Martin Aubry* descendoient également par deux Frères, de *Jean Aubry* & de *François Esnaud*, leurs prétendus Ayeuls communs ; mais elle ne produisoit que huit actes publics, qui étoient :

1°. L'acte de baptême de *Jean Aubry*, son Oncle.

2°. Celui de son Père.

3°. L'acte de mariage de ses Père & Mère.

4°. Son extrait baptismal.

5°. L'acte de sépulture de son Père.

6°. Celui de Magdeleine Aubry, sa Sœur.

7°. Celui de Pierre Aubry, son Frère.

8°. Enfin celui de Renée Aubry, son autre Sœur.

Et elle ne rapportoit ni l'acte de baptême de *Martin Aubry*, qu'elle prétendoit fils de *Jean Aubry* & de *François Esnaud*, ni même l'acte de célébration de mariage de *Jean Aubry* & de *François Esnaud* ; ainsi sa qualité de parente & d'héritière du Sieur Jean-Martin Aubry, n'étoit point justifiée par ces actes publics.

On voit bien que la veuve Hudin avoit eu un Père & une Mère légitimes, deux Sœurs & un Frère, peut-être un Oncle nommé Jean Aubry, & peut-être aussi un Ayeul & une Ayeule légitimes, ce qui n'étoit pas prouvé, parceque l'acte de célébration de mariage de *Jean Aubry* & de *François Esnaud*, n'ayant pas été produit, il est incertain qu'ils fussent véritablement époux, & qu'ils eussent pour enfans légitimes *Jean* & *Guy Aubry*.

Mais *Martin Aubry*, qui étoit Père de *Jean-Martin Aubry*, ne se trouve

point parmi les personnes que tous ces actes dénomment, on ne voit le nom de *Martin* dans aucune de ces pièces, & au lieu d'y trouver la moindre circonstance qui dispose à croire que *Martin Aubry* étoit de la famille, on y voit très-clairement & très-positivement, que cette famille ne fut composée que de cette manière.

Jean Aubry & François Esnaud eurent deux enfans, en 1663 & 1668. Ces deux enfans s'appelloient *Jean & Guy* :

Jean mourut sans enfant.

Guy en eut quatre, dont la veuve Hudin resta seul.

Ainsi, *Martin Aubry*, dont la succession fut adjugée à la veuve Hudin en 1767, n'étoit point de la famille de cette veuve, suivant ces titres, aussi les adversaires sont-ils forcés de reconnoître cette vérité, page 76. de leur mémoire, où ils disent :

« Les titres de la Dame Hudin étoient de deux espèces; elle justifioit » bien, par actes publics, qu'elle étoit issue de *Guy Aubry* & de *François* » *Esnaud*; mais elle ne prouvoit pas par l'acte baptistaire de *Martin Aubry*, qu'il fût comme elle le soutenoit *LE FRÈRE DE GUY AUBRY*.

Il est vrai que la veuve Hudin produisoit encore d'autres pièces qui étoient;

1°. Un procès verbal du 28 Janvier 1765, de l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg.

2°. Un procès verbal du 28 Janvier 1765, concernant le même état.

3°. Un autre procès verbal des 12 & 13 Mai 1766, également relatif au même état.

4°. Une lettre datée du 16 Décembre 1696, signée *Martin Aubry*.

5°. Une lettre signée, Marie Dubois.

6°. Une autre lettre datée du 1^{er}. Mars 1708, signée Marie Dubois.

7°. Une autre lettre datée de Paris du 26 Janvier 1708, signée *Martin Aubry*.

8°. Une reconnoissance signée *Martin Aubry*, au profit de *Guy Aubry*; son Oncle, au sujet d'un cautionnement, en date du 19 Octobre 1709.

9°. Et enfin un billet de 46 livres pour argent prêté, consenti par *Martin Aubry* à *Guy Aubry*, le 19 Octobre 1709.

Ces autres prétendus titres supplétoient-ils à l'insuffisance des premiers, & formoient-ils la preuve de la parenté de la veuve Hudin avec le Sieur Jean-Martin Aubry?

Pour faire à leur égard les observations nécessaires, il faut remarquer d'abord que ces neuf pièces composent deux classes différentes. La première est formée des trois procès verbaux de l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg, & la seconde comprend les six lettres, billets & reconnoissances attribuées à la famille Aubry, de Saint-Domingue.

Ces procès verbaux de l'état des registres de Taillebourg ne peuvent pas prouver que Martin Aubry soit né dans cette Paroisse, puisqu'ils n'ont pas même été dressés pour opérer la preuve de sa naissance : ils n'ont été faits que pour servir à rendre raison de ce que l'extrait de baptême de Martin Aubry ne s'y trouvoit point ; & que faisoient-ils connoître à cet égard ?

1°. « Qu'une partie des registres a été reconnue être dans un très-mauvais ordre étant gâtés par les vers, y en ayant beaucoup dont la majeure partie des feuillets est emportée & déchirée, s'y en trouvant aussi où il y a des feuillets répandus dans des registres qui ne sont pas de la même année, qui sont aussi gâtés par les vers.

2°. « Que dans le nombre de ces registres, il s'en trouve quatre qui sont perdus, savoir, les années 1669, 1670, 1671 & 1672.

3°. « Et que cependant LE registre qui contient les années depuis 1640 jusqu'en 1658, & CELUI depuis cette dernière année jusqu'en 1666 sont dans un assez bon ordre, y ayant seulement plusieurs lacunes de cinq à six travers de doigt ET A LA DATE DU 20 JANVIER 1658, une largeur de quatre doigts de papier qui a été coupée & enlevée avec les signatures des deux enregistremens au bas de chaque côté du premier folio. »

Mais que peut-on conclure de-là, soit relativement aux registres mêmes, soit par rapport à Martin Aubry ?

1°. Tous les registres des années antérieures à 1640 étoient dans un si mauvais état qu'il n'étoit pas possible de dire qu'un acte quelconque de baptême, de mariage ou de sépulture n'y eût pas été porté, parcequ'il ne s'y trouvoit pas ; attendu qu'ils étoient gâtés par les vers, & que la majeure partie des feuillets étoit emportée & déchirée.

2°. Les registres depuis 1640 jusqu'en 1666, étoient divisés en deux ; seulement depuis 1640 jusqu'en 1658, & depuis 1658 inclusivement jusqu'en 1666 ; & ils étoient dans un assez bon ordre, y ayant plusieurs lacunes de cinq à six travers de doigt ; & à la date du 20 Janvier 1658 une largeur de quatre doigts de papier qui avoit été coupée & enlevée avec les signatures des deux enregistremens au bas de chaque côté du premier feuillet.

3°. Il n'est point fait mention des registres de 1667 & 1668, mais ceux de 1669, 1670, 1671 & 1672 sont entièrement perdus.

Voilà très-précisément & très-exactement quel étoit l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg, si l'on en croit le troisième de ces procès verbaux, qui ne paroît plus aujourd'hui, qui parloit seul d'une largeur de quatre doigts de papier coupée & enlevée, qui étoit regardé avec raison, par les Sieurs Caradeux, comme le fruit le plus méprisable de la précipitation & de la partialité d'un Notaire. Pouvoient-ils donner quelques éclaircissimens sur la naissance de Martin Aubry ? Pouvoit-on dire que l'acte constatant cette naissance avoit dû être dressé à une des époques où les registres se trouvent n'indiquer rien de certain ? Pouvoit-on dire qu'il en étoit de même de l'acte de célébration de mariage de ses Père & Mère ?

L'extrait mortuaire de Martin Aubry, mort à Léogane en 1698, dit que *Martin Aubry* étoit âgé de quarante ans, ce qui prouve qu'il étoit né en 1658 ; & la veuve Hudin elle-même, soutenoit, d'après cet acte, digne d'une foi entière, que Martin Aubry étoit né en 1658, ainsi c'est à cette année qu'il faut s'arrêter pour observer ce que le registre constate suivant les procès verbaux, & c'est au-delà qu'il faut remonter pour trouver ce qui concerne la célébration du mariage de ses prétendus Père & Mère.

A la date du 20 Janvier de cette même année, une largeur de quatre doigts de papier a été coupée & enlevée avec la signature des enregistre-mens qui étoient au bas du premier feuillet ; mais le reste de l'année est en assez bon ordre dans ce registre, y ayant seulement quelques lacunes de cinq à six travers de doigt.

La largeur de quatre doigts de papier coupée & enlevée avec la signature des enregistre-mens au bas de chaque côté du premier feuillet, & quelques lacunes sont tous les défauts qui se remarquoient dans le registre de 1658 ; & il est aisé de faire voir que ces défauts ne produisent l'absence d'aucun des actes qui ont été inscrits ; car suivant le procès verbal même, la signature seule a été emportée ; mais l'acte n'a point été atteint ; & les lacunes de cinq à six travers de doigts ne sont que des *vides*, des *blancs*, des espaces de papier sur lesquels on n'a jamais rien écrit ; ainsi l'acte de baptême de Martin Aubry n'a jamais été porté sur ce registre, & Martin Aubry n'étoit point né à Taillebourg dans cette

année, puisqu'il ne manque absolument à ce registre que les deux signatures du bas du premier feuillet, & que le baptême de Martin Aubry ne s'y trouve pas.

Les Sieurs Caradeux élèvent sur ce point deux difficultés nouvelles, ils prétendent 1°. que le registre de 1658 n'a point été un des objets des procès verbaux; 2°. & qu'au reste il n'est pas prouvé par l'extrait mortuaire de Léogane que Martin Aubry fût né en 1658; de sorte que le bon ordre même de ce registre ne laisseroit aucun argument solide à faire.

Il est inconcevable, qu'après avoir parlé comme on l'a fait au commencement du mémoire, de la nécessité de présenter aux Tribunaux la vérité aussi pure qu'il est possible de la recueillir, on trouve ici dans ce même ouvrage un exemple aussi révoltant de mensonge & d'infidélité; car les procès verbaux disent très-clairement que *TOUTES LES ANNÉES depuis 1640 jusqu'en 1666, forment deux registres, dont l'un comprend jusqu'au 7 Janvier 1658, & l'autre depuis cette époque jusqu'en 1666; &* ils contiennent en effet si formellement la mention de l'état du registre de 1658, que c'est précisément à la date du 20 Janvier de cette année qu'il se trouve une largeur de quatre doigts de papier, coupée & enlevée avec les signatures au bas du premier feuillet, & que tout le reste est en assez bon ordre, y ayant seulement quelques lacunes de cinq à six travers de doigts, comme dans tous les autres registres, depuis 1640, jusqu'en 1666.

Mais en supposant que l'extrait mortuaire dans lequel Martin Aubry est dit âgé de quarante ans ne prouve pas qu'il fût né en 1658, il faut nécessairement admettre qu'il étoit né ou avant ou après cette année: les Sieurs Caradeux voudront-ils qu'il ait été plus jeune ou voudront-ils qu'il ait été plus âgé que son extrait mortuaire ne le dit? Nous allons leur accorder sur cela, pour le moment, tout ce qu'ils peuvent désirer.

Suivant la requête présentée en 1742 par le Sieur *Jean-Martin Aubry*, Martin Aubry son Père avoit un fils dès le 3 Juin 1688; ainsi il s'étoit marié en l'année 1687 au plus tard; & en admettant qu'il eût profité des premiers instans de sa majorité pour se marier, il est incontestable qu'il étoit né au plus tard en 1662; or, les registres de Taillebourg étoient entiers jusqu'à l'année 1666, son acte de baptême s'y seroit donc trouvé, s'il avoit été natif de cette Paroisse.

Si les Sieurs Caradeux veulent au contraire qu'il eût plus de quarante ans quand il mourut; & par conséquent qu'il fût né avant 1658, ils
retombent

retombent dans un espace de dix-huit années pendant lesquelles les registres se trouvent dans un assez bon ordre, sauf plusieurs lacunes de cinq à six travers de doigt; & il est également clair que Martin Aubry n'est point né à Taillebourg dans ces dix-huit années, puisqu'il ne manque aucun des actes dressés dans cet espace de temps.

Pour que la veuve Hudin eût pu tirer quelque avantage des accidens arrivés aux registres de Taillebourg, ou pour que les Sieurs Caradeux pussent le faire à présent, il faudroit que Martin Aubry pût avoir reçu la naissance dans une des années antérieures à 1640, ou dans une de celles postérieures à 1666; mais il est constant, d'un côté, par son extrait baptistaire qu'il étoit né long-temps après 1640, il est également constant, d'un autre côté, par la naissance de son fils en 1688, par son mariage en 1687 au plus tard, & encore par son acte de sépulture qu'il étoit né long-temps avant 1666; ainsi sa naissance a eu lieu dans un temps qui est très-exactement connu par les registres existans encore; & leur silence à son égard, est une preuve affirmative qu'il n'étoit point né dans cette Paroisse, qu'il n'étoit point fils de Jean Aubry & de Françoise Esnaud, qu'il n'étoit point Frère de Jean & de Guy Aubry, qu'il n'étoit point Oncle de la veuve Hudin & qu'enfin Jean-Martin, son fils, n'étoit point Cousin germain de cette veuve.

Si les lacunes qui se trouvent dans les registres de 1640 à 1666 avoient été remplies autrefois par des actes qui fussent disparus, s'il manquoit des feuilles qui eussent été déchirées ou arrachées, comme dans ceux des années antérieures à 1640, si les vers en avoient détruit une portion considérable, enfin si la partie coupée & enlevée à l'époque du 20 Janvier 1658 comprenoit un seul acte avec les signatures; & si l'acte de célébration de mariage de Jean Aubry & de Françoise Esnaud en avoit été extrait, la veuve Hudin ou les Sieurs Caradeux auroient moins de désavantage.

Mais ces lacunes n'ont jamais été que ce qu'elles sont, aucune feuille n'a été déchirée ni arrachée depuis 1640 jusqu'en 1666, les vers n'ont fait disparaître aucun acte, on n'a coupé & enlevé à la date du 20 Janvier 1658 que deux signatures, & les actes qui les précédoient sont restés entiers; ainsi tout ce qui fut écrit autrefois sur ces registres s'y retrouve encore, & par conséquent Martin Aubry n'y fut jamais inscrit, puisqu'il n'en est fait aucune mention. En un mot, ces livres, qui rendent encore tout ce qu'ils ont reçu depuis 1640 jusqu'en 1666, ne parlent point de Martin Aubry, ainsi la veuve Hudin ne trouvoit dans leur état ni un motif, ni un moyen de se

dispenser du rapport de titres probans ; & tous les prétendus titres de famille qu'elle auroit pu rapporter, en quelque nombre & de quelque espèce qu'ils eussent été, n'auroient jamais pu former une preuve en sa faveur, parceque les registres en faisoient une contr'elle, & qu'il est de principe que la possession même ne peut l'emporter sur la preuve qui est formée par les registres.

Et cette preuve est d'autant plus forte qu'on remarque dans les procès verbaux une dissimulation volontaire & coupable sur la célébration de mariage de Jean Aubry & de François Esnaud : on y déclare qu'on n'a pas pu trouver l'acte de baptême de Martin Aubry ni les actes de sépulture de Jean Aubry & de François Esnaud, sa femme ; mais on ne dit rien de leur célébration de mariage, parceque sans doute elle se trouvoit après 1658, ce qui prouvoit que Martin Aubry n'étoit point leur fils, puisqu'il étoit né en cette année.

Toutes ces vérités étant certaines & démontrées, on pourroit rejeter absolument & sans discussion tous les prétendus titres de famille de la veuve Hudin ; parceque les registres, qui sont les titres de propriété de l'état des hommes, s'élevant contr'elle & attestant que Jean Aubry & François Esnaud n'ont point eu Martin Aubry pour enfant, il est indubitable que ces titres de propriété seroient supérieurs à la possession quelle qu'elle pût être, & toujours seuls décisifs.

Mais examinons encore ces prétendus titres possessoires, ces lettres & ces billets attribués à Martin Aubry, à Marie Dubois & au feu Sieur Jean Martin Aubry.

Quand elles seroient vraiment émanées d'eux tous, elles n'auroient aucune importance, parcequ'elles n'auroient qu'un seul & même principe, qui seroit l'unique volonté de Martin Aubry de reconnoître les Aubry, de la Rochelle, pour ses parens ; car Martin Aubry ne s'étoit point marié à la Rochelle ni à Taillebourg, puisque la veuve Hudin n'en a jamais rapporté la preuve ni même élevé la prétention ; ainsi Martin Aubry s'étoit marié à Saint-Domingue, & conséquemment Marie Dubois & Jean-Martin Aubry, son fils, n'ont jamais pu avoir de connoissance personnelle & particulière de leur parenté avec les Aubry, de la Rochelle, de sorte qu'ils n'auroient écrit que d'après le témoignage de Martin Aubry ; ce qu'ils n'ont certainement pas fait.

Mais admettons que ces pièces ont une vérité reconnue, c'est-à-dire, qu'elles ont été écrites par les personnes auxquelles on les attribue, secondons même

la veuve Hudin ou les Sieurs Caradeux dans leur illusion , en supposant pour un moment que ce procès existe du vivant de tous les Aubry de Saint-Domingue , que cette famille , celles de la Rochelle & de Tours sont rassemblées en cet instant sous les yeux du Tribunal qui doit juger , & que la famille Aubry , de Saint-Domingue , accueille favorablement celle de la Rochelle & lui donne des témoignages & des marques de sa liaison naturelle & de sa reconnaissance , tandis qu'elle méconnoît & qu'elle éloigne la famille Aubry , de Tours , réduite à présenter un titre qui est l'ouvrage de la Loi & que rien ne peut détruire , que faudra-t-il décider , d'après cette scène encore plus vive & plus frappante que la prétendue correspondance qui fut rapportée par la veuve Hudin ? Croit-on qu'une pareille circonstance devînt la preuve légale & suffisante de la parenté , croit-on qu'elle pût seule anéantir à la fois , & le témoignage des registres de Taillebourg & le rapport des registres de Tours ? Ainsi le pensent sans doute , ou le soutiendroient du moins les Sieurs Caradeux & la veuve Hudin ; mais peut-on croire que la Justice dût s'arrêter & qu'elle s'arrêtât à une marque si foible , si incertaine & qui pourroit être si fautive , peut-on croire que la Loi règle l'État & le sort des hommes , celui des familles , l'ordre même de la société toute entière avec une telle frivolité ?

Dès que la nature donne à l'État un sujet , la Loi prend soin de l'inscrire & d'assurer sa condition , en recueillant les noms de ses Père & Mère & ceux qui lui sont donnés au baptême : si l'amour conduit des amans à l'Autel pour y former par leur union une famille nouvelle , le même soin s'observe exactement à leur égard ; & si la mort ramène pour nous le temps qui précéda la vie , la Loi grave encore sur ses tables l'époque de notre disparition de ce monde ; par tout en un mot , la Loi surveille à la nature , par tout elle en observe , elle en constate les mouvemens essentiels à l'État des hommes & à l'ordre social ; elle s'unit à la Religion dans ses soins , c'est dans ses Temples , sur ses Autels , par ses Ministres mêmes qu'elle accomplit sa garde ; & l'on voudroit qu'un témoignage humain , un seul fait , l'unique volonté de Martin Aubry fût plus puissant que le témoignage d'une Loi si vigilante & perpétuellement si attentive ; l'on voudroit qu'un témoignage humain , un seul fait , l'unique volonté de Martin Aubry fût une preuve entière de sa parenté avec les Aubry , de la Rochelle , & anéantît les livres de la Loi , qui étant sains & entiers depuis 1640 jusqu'en 1666 , déclarent hautement que cette parenté n'existe pas ! Les Tribunaux ne peuvent pas empêcher qu'on leur demande

des jugemens aussi contraires aux règles de la raison & du droit ; mais il n'en est pas qui puissent tomber dans une erreur si grossière.

Ainsi quand les lettres de 1696, de 1708, de 1709 & les deux billets de cette dernière année seroient des pièces authentiques & vraies, quand il seroit impossible de douter qu'elles ayent été écrites de Saint-Domingue en France, de Paris à la Rochelle, & à la Rochelle même, on ne trouveroit dans tout cela qu'une fausse apparence démontrée telle par le silence constant des registres, qui laissant voir encore tous les actes qu'ils ont reçus de 1640 à 1666, attestent que Jean Aubry & François Esnaud n'eurent jamais d'enfant qui fût nommé *Martin*.

Mais pense-t-on que ces pièces soient vraies, & le sont-elles ? Martin Aubry a-t-il écrit en 1696, Marie Dubois a-t-elle écrit deux lettres. Le Sieur Jean-Martin a-t-il écrit aussi en 1709, a-t-il souscrit les deux billets du mois d'Octobre de cette année, enfin la veuve Hudin a-t-elle été de bonne foi dans ses productions & ses écrits, & les Sieurs Caradeux n'ont-ils eu à lui reprocher que de produire des titres *apocryphes & insuffisans* ?

Induits en erreur par une faute de copiste dans une expédition du greffe de la Cour, les Sieur & Dame Aubry, de Tours, ont dit que Guy Aubry de la Rochelle étoit mort en 1703, qu'ainsi le Sieur Martin Aubry n'auroit pas pu le voir & le connoître en 1707 ou 1708, ni lui consentir des obligations en 1709, & que la fausseté de tous ces écrits étoit évidente par ce fait certain de la mort de Guy Aubry en 1703.

Ils étoient abusés en raisonnant de cette manière, & c'est leur erreur qui a provoqué l'exorde du mémoire des Sieurs Caradeux, & qui a fait répandre dans ce libelle tant d'injures & tant d'outrages, comme s'il étoit possible que sur une date, une seule date, si précise, si certaine, si parfaitement constatée par cent pièces que les Sieurs Caradeux devoient avoir & qu'ils ont en effet, on eût voulu tromper la Cour & le Public, & se donner pour un seul moment le stérile avantage d'une imposture si absurde qu'elle n'auroit pu produire aucun fruit, & si grossière que la vérité la plus éclatante n'en devoit bientôt plus laisser aucune ombre.

C'est en 1723 que Guy Aubry est mort à la Rochelle, & non pas en 1703 ; ainsi le faux des prétendus titres de famille de la veuve Hudin n'est pas démontré de la manière dont les Sieur & Dame Aubry, de Tours, l'avoient annoncé de bonne foi, mais ce faux n'en existe pas moins, il n'en est pas moins certain, & sa démonstration est entière & parfaitement complète, au moins pour la plus grande partie de ces pièces.

Les deux lettres attribuées à Marie Dubois, veuve Aubry, sont si évidemment supposées & fausses, que cette Marie Dubois ne savoit pas écrire, qu'elle ne savoit pas seulement signer son nom : les deux prétendus billets de Jean-Martin Aubry ont été comparés avec la signature vraie du Sieur Jean-Martin Aubry, apposée au bas de la requête qu'il présenta en 1742, & il est demeuré constant qu'il se trouvoit une différence très-grande entre ces écritures, les Sieurs Caradeux eux-mêmes l'ont soutenu contre la veuve Hudin ; enfin le faux alla plus loin & se répandit bien plus démonstrativement encore dans les prétendus titres de cette femme ; car on falsifia jusqu'à une expédition de l'enquête de 1742, qui avoit été tirée du greffe de la Juridiction même où les Parties plaidoient, c'est-à-dire, de la Juridiction du Port-au-Prince.

Le Sieur Latoison, Père, avoit déposé dans cette enquête qu'il avoit connu à la Jamaïque un Sieur *Dubois*, son compagnon, & *Oncle du Sieur Jean-Martin Aubry* ; & la veuve Hudin, ou du moins ses Agens avoient fait du mot *Dubois* celui *Aubry*, que la veuve Hudin disoit être René *Aubry*, reconnu pour son Oncle.

On a pourtant manqué de pudeur en écrivant pour les Sieurs & Dame Caradeux, jusques là que l'on dit dans leur libelle, comme en répandant des larmes cuisantes poussées par les regrets les plus amers :

« Et pourquoi ne conviendrons-nous pas aujourd'hui que c'étoit se refuser
 » à l'évidence que de contester la force & la valeur des preuves multipliées
 » qu'apportoit la Dame Hudin de sa parenté avec le Sieur Aubry. *Les lettres,*
 » *les billets qu'elle produisoit étoient autant de reconnoissances dont une seule au-*
 » *roit suffi.* Martin Aubry & Marie Dubois avoient successivement reconnu
 » Guy Aubry, Père de la Dame Hudin pour leur Frère & Beau-frère. Jean-
 » Martin l'avoit reconnu pour son Oncle. Il en avoit reçu des services en
 » cette qualité & à la recommandation de Marie Dubois, sa Mère. Comment
 » résister à ce faisceau de lumière, de vérité qui naissoit dans ces lettres, de
 » ces billets, de chaque ligne, de chaque mot qu'on y lisoit ?

« Sans doute les Sieurs Caradeux eussent mieux fait de s'y rendre volontai-
 » rement, que de se laisser contraindre par un & plusieurs Arrêts à reconnoître
 » cette vérité. Dussent-ils éprouver aujourd'hui les reproches d'indulgence &
 » de connivence qu'on leur adresse, quoiqu'ils les aient si peu mérités, si leurs
 » adversaires leur faisoient un crime d'avoir rendu hommage à une vérité
 » impérieuse ; le suffrage du reste des hommes, la propre conscience des Sieurs
 » Caradeux ne les vengeroient-ils pas assez de cette injustice ? »

Après avoir lu dans le mémoire des Sieurs & Dame Caradeux l'artificieuse

expression d'un repentir si grand, on est loin d'imaginer en quelle source les Sieur & Dame Aubry, de Tours, puissent la preuve invincible de la fausseté des titres de la veuve Hudin.

C'est dans la production même des Sieurs & Dame Caradeux, c'est dans les pièces qui accompagnent le mémoire dans le procès : on fait produire aux Sieurs & Dame Caradeux les contrats de deux des mariages de Marie-Magdeleine Aubry, fille de Marie Dubois, veuve Aubry, que l'on suppose avoir écrit deux lettres à Guy Aubry, au sujet de la mort de Martin Aubry, & du passage de Jean-Martin Aubry en France : on leur fait produire des pièces de leur procès contre la veuve Hudin ; & c'est dans ces pièces mêmes, qui démentent formellement le mémoire, que l'on recueille ces vérités.

1°. Marie Dubois, veuve Aubry, fit passer en sa maison, le 5 Juin 1709, le contrat de mariage de Marie-Magdeleine Aubry, sa fille, avec Jean-Jacques Pageot, & l'expédition de ce contrat qui *est produite*, porte que *Marie Dubois, veuve Aubry, a déclaré ne savoir signer.*

2°. La même Marie Dubois maria la même fille, devenue veuve, au Sieur Barthelemy Simon, le 24 Octobre 1714 ; & elle déclara pareillement à la fin du contrat *ne savoir signer, de ce enquisé* ; l'expédition en est produite.

Ces actes sont faits après les dates des prétendues lettres de Marie Dubois, & ce n'est point une simple impuissance de signer qu'elle accuse, c'est une ignorance entière, & par conséquent ces déclarations sont une double preuve que les prétendues lettres de Marie Dubois n'ont jamais été écrites par elle à Guy Aubry.

3°. On a observé, disoient les Sieurs Caradeux, que la signature des deux billets n'a aucune ressemblance avec la signature connue du Sieur Aubry, *de quo*, que l'on a vérifiée sur la minute d'une requête déposée au greffe de la Juridiction de cette ville, & jointe à l'enquête de 1742.

4°. Quand les Sieurs Caradeux attaquèrent au Conseil du Roi l'Arrêt du Conseil du Port-au-Prince, ils imprimèrent (page 24 & 25 de leur requête au Roi) que la veuve Hudin avoit falsifié l'expédition de l'enquête de 1742 qu'elle rapportoit, en ce que le Sieur Latoison avoit déclaré, qu'étant à la Jamaïque, il avoit connu *le Sieur Dubois*, Oncle du Sieur Aubry testateur, & non pas le Sieur Aubry, Père, qu'elle avoit fait substituer ces derniers mots à ceux du Sieur Dubois, & qu'elle avoit été forcée de reconnoître que son expédition de l'enquête n'étoit pas conforme à la minute, & en effet on trouve dans les pièces des Sieurs Caradeux une copie de cette enquête qui leur fut

signifiée à la requête de la veuve Hudin, le 9 Octobre 1764, & dans laquelle on lit ces mots : *le Sieur Aubry*, tandis que dans la minute encore existante au greffe de cette ville, on voit que le Sieur Latoison a parlé uniquement du *Sieur Dubois*.

Quels sont donc & le cœur & l'esprit qui conduisant la plume des Sieurs & Dame Caradeux dans leur défense actuelle, & procédant à la composition de leur production dans ce procès, ont pu se porter à écrire que les titres de la veuve Hudin étoient vrais, respectables, dignes des hommages de la Justice & à prouver en même temps, de la manière la plus certaine, que rien ne peut être plus faux ni plus méprisable ; & que ne pourroit-on pas dire à ce propos, si l'on vouloit se venger des basses satyres & des niaises critiques dont le libelle des Sieurs & Dame Caradeux est rempli ?

Mais où les ont conduits leurs déclamations aussi absurdes qu'outrageantes ? Elles les ont fait tomber dans une prolixité qui, rebutant tous les lecteurs, les auroit privés de l'avantage d'instruire le Public sur l'illégitimité de la réclamation des Sieur & Dame Aubry, de Tours, quand même cette illégitimité auroit été établie dans leur ouvrage ; ainsi gardons-nous d'imiter un exemple si blâmable & si dangereux, & achevons de dissiper toute l'impression, que les titres de la veuve Hudin pourroient avoir produite.

Cette veuve a trompé la Justice en lui présentant des lettres attribuées à Marie Dubois, puisque Marie Dubois ne savoit point écrire, aussi étoient-ce deux mains évidemment différentes qui avoient écrit ces deux lettres ; elle a trompé la Justice en falsifiant une expédition de l'enquête de 1742, pour y faire paroître un Aubry au lieu d'un Dubois, elle n'a pu employer le faux que parcequ'elle n'avoit point la vérité pour elle, il est donc impossible d'admettre qu'elle ait jamais eu seulement une possession d'état de parente des Aubry de Saint-Domingue, par les reconnoissances de Martin Aubry, de Marie Dubois & de Jean-Martin Aubry.

« Mais il est impossible, disent les Sieurs Caradeux, que ces lettres & ces » billets soient *faux*. Quelle apparence que la veuve Hudin ait conçu le projet de fabriquer ou de faire fabriquer six pièces ?... Les lettres rapportées » n'ont pas le laconisme du faussaire, elles contiennent des détails indifférens, » étrangers à l'objet qu'auroit eu celui qui ne les auroit fabriquées que pour » en faire des preuves de reconnoissance & de parenté. Quel auroit été le type » sur lequel la ressemblance & l'imitation eussent été obtenues ?..... Ces lettres » contiennent des faits qui ne pouvoient être connus que par ceux qu'ils intéressoient,

» des détails de famille que tout autre que le Père, la Mère & le Fils devoient ignorer.
 » Ces détails, ces faits n'étoient pas connus des Sieurs Caradeux ni de leurs
 » Conseils en 1767..... Si tous les faits contenus dans ces lettres
 » sont exactement conformes à l'état de cette famille alors, à sa situation, au
 » nombre de ses enfans, à leur naissance, à leur sexe, à leur état, à leur mort, à tous
 » les événemens que cette famille a éprouvés, il faudroit donc, ou qu'ils eussent ÉTÉ
 » RÉVÉLÉS A LA DAME HUDIN, ou que par une magie à laquelle on nous disper-
 » sera bien de croire, ELLE EUT DEVINÉ à la Rochelle en 1763 tout ce qui s'étoit
 » passé à Saint-Dominique, dans l'intérieur de la famille Aubry, de 1695 à 1769.
 » Le Port-de-Paix attaqué & détruit par les Anglois en 1695.
 » Martin Aubry abandonnant ce quartier pour venir demeurer à Léogane.
 » La perte de tous ses papiers.
 » L'existence de sa femme & de sa petite famille en 1695.
 » La mort de Martin Aubry.
 » Il a eu quatre enfans, deux morts & deux vivans.
 » Des deux vivans, l'un garçon, l'autre fille.
 » Le fils envoyé en France pour se perfectionner dans la profession de la
 » Chirurgie qu'il avoit apprise chez les Pères de la Charité, à Léogane.
 » L'existence de la fille à cette époque.
 » Son séjour à Paris à l'époque où il écrit.
 » Sa maladie, le genre de cette maladie.
 » L'existence de sa mère.
 » Sa détresse, qui confirme celle dont son Père & sa Mère s'étoient déjà
 » plaints.
 » Il étoit impossible que dans le court intervalle de quelques mois qui
 » s'étoient écoulés de la mort du Sieur Aubry à l'époque où l'on voit la Dame
 » Hudin faire enregistrer à la Rochelle les titres qu'elle a produits, elle eût
 » acquis cette connoissance détaillée de l'état & des événemens de la famille
 » Aubry, de ces événemens, sur-tout des naissances & des morts du Père & de ses
 » enfans, de leurs époques, de l'apprentissage du Sieur Aubry chez les Pères
 » de la Charité, à Léogane, de l'émigration de Martin Aubry, du Port-de-
 » Paix, de son nouvel établissement à la petite-rivière de Léogane, &c.
 » Ces faits n'ont été ni révélés ni devinés. Les lettres qui les renferment éma-
 » noient donc nécessairement des individus auxquels la Dame Hudin les
 » attribuoit, & qui pouvoient seuls connoître toutes ces particularités. La
 » nature de ces lettres, leur détail en prouvoient encore plus, s'il est possible,

» la vérité que la ressemblance la plus exacte des écritures & des signatures ,
 » ces lettres n'étoient donc pas fausses , elles ne pouvoient donc pas l'être ? »

Cette longue suite de raisonnemens sur les lettres & les billets de la famille Aubry, de Saint-Domingue, paroît en effet bien puissante, & semble très-heureusement imaginée pour soutenir ces titres; car quelle difficulté que d'expliquer comment on auroit pu saisir pour la veuve Hudin, tant de vérités dans les anciennes circonstances de la famille Aubry, pour composer des lettres en 1763; comment aura-t-on pu connoître en cette année tous ces petits détails de la fin du siècle passé, pour les consigner dans de fausses lettres? Quel prodige! Quelle merveille!

Mais Marie Dubois n'a pourtant point écrit, puisqu'elle ne favoit point écrire: les agens de la veuve Hudin favoient arranger très-habilement les titres & les faits à son plus grand avantage, puisque l'enquête de 1742 a été falsifiée pour y faire paroître un Aubry au lieu d'un Dubois; & toutes ces falsifications n'auroient pas été faites, si la veuve Hudin avoit eu des titres vrais à présenter; ainsi quand les Sieur & Dame Aubry, de Tours, n'auroient pas assez de perspicacité pour découvrir comment les historiens de la veuve Hudin se trouvèrent illuminés sur les événemens du dernier siècle, il n'en faudroit pas ajouter plus de foi à la prétendue lettre de Martin Aubry, ni à celle de Jean-Martin Aubry, ni aux billets attribués à celui-ci; parceque l'imposture étoit évidemment familière au parti de la veuve Hudin; que ceux de ses titres qui sont démontrés faux, devroient nécessairement faire tomber les soupçons & le mépris sur ceux qui paroîtroient avoir le plus de pureté, & que la Justice ne peut pas imposer aux adversaires des faussaires la nécessité de montrer une imagination aussi dangereusement féconde, que celle qui a produit les moyens & les combinaisons d'un faux habilement exécuté.

Mais au reste, l'intrigue de la veuve Hudin, ou de ceux qui employoient son nom, est-elle donc impénétrable, sa trame seroit-elle encore si secrètement & si profondément cachée, qu'elle ne fût pas encore susceptible de développement?

Les Sieurs Caradeux savent parfaitement ce qu'il faut en penser, & quoiqu'ils affectent de parler si haut le langage de la surprise, ils connoissent à merveille tout ce qui est derrière ce rideau; mais ils ne sont pas adroits, ils nous prêtent eux-mêmes les mains pour le tirer.

Encore une pièce produite par les Sieurs & Dame Caradeux démontre que la Veuve Hudin n'avoit pas attendu la mort du Sieur Jean-Martin Aubry pour convoiter sa succession, en se fondant sur le rapport de leurs noms: elle

avoit entretenu des correspondances à Saint-Domingue, elle avoit déjà fait faire des recherches dans les dépôts publics, elle avoit déjà arrêté des conventions relativement à cette succession pendant la vie même du défunt; & d'après les précautions & l'exactitude de ceux qu'elle soudoyoit, elle se trouva instruite de tous les faits constans qui sont rapportés dans les lettres, de sorte que jamais rien ne fut plus facile que la composition de ces lettres, que l'on veut faire regarder comme si prodigieuses.

Les Sieurs & Dame Caradeux produisirent une expédition de la procuration qui fut donnée par la veuve Hudin aux Sieurs *Goujaud & Delatre* devant les Notaires de la Rochelle, & l'on y trouve cette stipulation infiniment remarquable.

» Il est expressement convenu que des premiers fonds qui seront touchés
 » par lesdits Sieurs Procureurs constitués ou leurs substitués, ils en comp-
 » teront à Saint-Domingue, soit en espèces ou en denrées du pays, au *Sieur*
 » *Pierre Charles, Négociant de cette ville*, y demeurant, la somme de six mille livres,
 » argent de l'Amérique, pour pareille somme dont elle est débitrice dudit *Sieur*
 » *Charles*, duquel elle en a reçu la valeur aussi argent de Saint-Domingue,
 » envers lequel elle s'est verbalement soumise de lui en faire le rembourse-
 » ment, des fonds qu'elle recueilleroit de la succession dudit *Sieur Aubry*; &
 » moyennant le paiement qui en sera fait audit *Sieur Charles*, elle en demeure-
 » ra valablement déchargée envers lui & en retireront quittance à cet effet; que
 » ladite Dame veuve Hudin leur permet de porter dans leur compte de dépense,
 » sans que pour raison de ladite somme de six mille livres, ils puissent en pré-
 » tendre aucun droit de commission; & dans le cas où ladite Dame constituante
 » ne pourroit parvenir à se faire reconnoître héritière dudit feu *Sieur Aubry*, quoi-
 » que sa qualité soit certaine, ou qu'elle n'en puisse retirer aucun fond, LEDIT
 » SIEUR CHARLES NE POURRA DEMANDER NI EXIGER LADITE SOMME
 » DE SIX MILLE LIVRES, ÉTANT AINSI LA CONVENTION QU'ELLE DECLA-
 » RE AVOIR FAITE AVEC LEDIT CHARLES. »

Cette procuration fut faite le 13 Septembre 1763, ce fut le premier acte que la veuve Hudin fit ouvertement par rapport à la succession du *Sieur Jean-Martin Aubry*, six mois seulement après l'ouverture de cette succession.

Le *Sieur Charles* n'en avoit point encore eu de semblable, il n'étoit même pas constitué Procureur, il n'étoit seulement pas substitué aux autres en cas de mort ou de malversation, il ne devoit pas même être chargé de l'expédition des fonds ou des denrées en cas de succès.

Et cependant la veuve Hudin lui devoit déjà six mille livres, argent de Saint-Domingue, *relativement à la succession* : comment cela s'étoit-il pu faire ?

Il est très-clair que c'étoit *relativement* à la succession qu'elle devoit, puisque la dette étoit conditionnelle & incertaine comme la succession, car si la veuve Hudin n'étoit pas héritière, Charles n'étoit pas créancier ; & si la somme lui avoit été due autrement qu'à cause de la succession même, la dette n'auroit pas pu s'éteindre par le seul évanouissement des prétentions de la veuve Hudin.

Or, Charles n'avoit pas pu devenir créancier *relativement* à la succession depuis qu'elle étoit ouverte, puisqu'il n'avoit point eu de pouvoir & que la veuve Hudin elle-même n'avoit pas encore fait la moindre chose.

Il n'avoit donc pu devenir créancier *relativement* à la succession, qu'avant l'échéance de la succession même, & la preuve littérale en est dans la procuration, puisque c'est le premier acte postérieur à cette échéance & que la veuve Hudin déclare que c'est une ancienne convention faite avec lui.

Et il est évident qu'il n'avoit pu devenir créancier *relativement* à la succession dès avant son ouverture, que par des recherches & des découvertes faites, des peines & des soins pris avant l'échéance même de la succession, connus en France, avant l'échéance de la succession & mis à profit dès avant l'échéance de la succession, puisqu'ils sont si bien appréciés dans le premier acte postérieur à la connaissance de la mort du Sieur Aubry.

La veuve Hudin avoit donc déjà pris effectivement des mesures pendant la vie de son prétendu Cousin ; & quels fruits peut-on voir qu'elle ait recueillis de ses efforts & qu'elle ait voulu payer au Sieur Charles par la somme de six mille livres ?

Ses porteurs de pouvoirs n'arrivèrent pas à Saint-Domingue avec les seules prétendues lettres & reconnoissances de Martin Aubry, de Marie Dubois & de Jean-Martin Aubry ; leur collection étoit plus nombreuse, car ils firent signifier avec ces pièces, l'enquête de 1742 & l'acte de sépulture de Martin Aubry, mort à Léogane en 1698 ; & ces deux dernières en particulier étoient, sans doute, celles qu'on devoit payer six mille livres au Sieur Charles, parce qu'elles découvroient très-parfaitement tous les principaux faits de l'histoire de la famille Aubry, de Saint-Domingue, qui se trouvent dans les lettres & qu'elles avoient donné pour *type* la signature du Sieur Jean-Martin Aubry.

En effet, l'enquête de 1742 est précédée d'une requête *signée* du feu Sieur Aubry, dans laquelle il expose : « Que né le trois Juin 1688, au Port-de-Paix, » dépendance du Cap-François de cette Ile, il a le malheur de trouver

» les registres de cette Paroisse, tant ceux tenus par le Curé, que ceux déposés au greffé de la Juridiction du lieu, confondus dans l'incendie général souffert en ce quartier l'année 1695, par l'irruption des Espagnols & des Anglois. »

L'extrait mortuaire de Martin Aubry n'étoit porté sur les registres qu'après celui d'un de ses enfans, & comme on ne put pas manquer de vouloir faire une recherche complete, on trouva tous ceux qui y étoient portés, & l'on fut ainsi toute l'histoire de la famille ; car l'enquête 1742 indique & fait connoître parfaitement les deux autres enfans de Martin Aubry qui existoient encore, ainsi par ces deux actes, l'enquête de 1742, & l'acte mortuaire de Martin Aubry, que la veuve Hudin apprécioit elle-même à la Rochelle à six mille livres, avant que de les avoir fait valoir *judiciairement* ; & par les recherches qui durent être faites en même temps dans le greffe, pour connoître si Martin Aubry avoit laissé quelque fortune, si sa veuve avoit fait faire inventaire, &c. La veuve Hudin se trouva en état de dire très-affirmativement ces faits principaux consignés dans ses lettres.

« Le Port-de-Paix attaqué & détruit par les Anglois & les Espagnols » en 1695.

« Martin Aubry abandonnant ce quartier pour venir demeurer à Léogane.

« La perte de tous ses papiers.

« L'existence de sa femme & de sa petite famille en 1695.

« La mort de Martin Aubry.

« Il a eu quatre enfans, deux morts deux vivans à la fin du siècle.

« Des deux vivans l'un garçon, l'autre fille.

On n'a jamais prétendu assujétir les Sieurs & Dame Caradeux à croire soit à la révélation, soit à la divination, soit à la magie, par rapport à la veuve Hudin ; & loin de vouloir exercer un tel empire sur leur opinion, les Sieurs & Dames Aubry, de Tours, seroient les premiers à tâcher d'éloigner d'eux ces idées, s'ils avoient pu les concevoir ; mais quoiqu'il faille les rejeter, voudront-ils que l'on doive croire à la vérité, à la sincérité des lettres, après qu'ils ont décelé eux-mêmes & l'artifice & sa source & ses manœuvres, & jusqu'à son prix ? Le voile est tombé maintenant, il ne peut plus rester ni incertitude ni doute sur la fausseté des prétendus titres de la famille de la veuve Hudin ; puisqu'on voit parfaitement à découvert, le Sieur Charles devenant créancier de six mille livres, sur la succession, en cas d'hérédité, dès avant que la veuve Hudin ait eu un seul acte à faire pour

la recueillir; l'enquête de 1742 & l'acte mortuaire de Martin Aubry trouvés avant toute action, les lettres de Marie Dubois écrites à la fin du siècle dernier & au commencement de celui-ci, quoiqu'elle ne sût pas encore écrire en 1709 ni en 1714, & enfin l'enquête de 1742 falsifiée pour en tirer une preuve: on n'auroit pas pu ci-devant expliquer comment le faux avoit pu être commis par l'usage de la vérité même, c'est-à-dire, par le récit fait dans les lettres de ce qui étoit arrivé à Martin Aubry; mais toutes ces circonstances l'éclaircissent parfaitement, & voici une dernière réflexion qui rend ces preuves encore plus frappantes.

Ou les lettres sont vraies, & en ce cas elles existoient avant que le Sieur Charles eût reçu la mission dont l'accomplissement devoit lui être payé six mille livres.

Ou elles n'existoient pas avant cette mission, & par conséquent elles sont fausses, parcequ'elles en sont des fruits.

Si elles existoient, la veuve Hudin connoissoit, par elles, toutes les circonstances de la famille, l'époque de la mort de Martin Aubry, celle de ses enfans, le voyage du Sieur Jean-Martin Aubry, en France, en 1709, & tous les faits principaux dont elle pouvoit avoir besoin pour établir une réclamation à la mort du Sieur Jean-Martin Aubry.

Et dans ce cas, comment avoit-elle pu devenir débitrice du Sieur Charles d'une somme de six mille livres, avant que la succession fût ouverte? Quelles recherches avoit-il pu avoir à faire pour elle? Quels soins avoit-il eu à prendre? La cause de la dette est inconcevable, parcequ'il est évident que sa mission n'avoit pu être que simple & infiniment facile à remplir.

Mais si au contraire les lettres & billets n'existoient pas, la veuve Hudin ne savoit rien, Martin Aubry, Marie Dubois & leurs enfans, autres que Jean-Martin Aubry, n'étoient pas connus, il avoit fallu des recherches multipliées, des démarches, des dépenses même, pour découvrir tout; & l'on conçoit aisément dans cette hypothèse, comment la veuve Hudin put se déterminer à reconnoître, par sa procuration du 13 Septembre, qu'elle devoit six mille livres au Sieur Charles; ce n'étoit mettre qu'une juste proportion, entre ce qu'il avoit fait pour elle & le salaire qu'elle lui en accordoit en cas de succès.

Or, la veuve Hudin a promis & donné ces six milles livres; le Sieur Charles avoit donc fait beaucoup pour elle, il lui avoit donc découvert très-péniblement & dispendieusement des faits & des actes très-importans,

elle n'avoit donc pas les lettres & les billets; car il n'a rien appris par ses recherches, qui n'eût été connu dès auparavant par les lettres: ces lettres & ces billets n'étoient donc pas existans alors?

Il est vrai que l'on ne voit pas dans les actes où l'on a pu prendre l'idée du voyage de Jean-Martin Aubry en France, en 1708, de son apprentissage de la Chirurgie chez les Pères de la Charité, à Léogane, de son séjour à Paris, de sa maladie, de sa détresse & de son retour à Saint-Domingue en 1709.

Mais où est seulement la preuve de toutes ces circonstances, & comment pourroit-on ne pas douter de ce voyage & par conséquent des pièces qu'on dit en être des effets?

La veuve Hudin produisoit un extrait du rôle d'équipage du navire le *Fleurion, de Nantes*, pour prouver qu'en 1742, le Sieur Jean-Martin Aubry étoit revenu de France par *Nantes*, ce qui n'avoit aucune importance; & elle n'a jamais produit la moindre chose qui soit relative au passage du Sieur Jean-Martin Aubry par la Rochelle, en 1708, ni à son retour par le même endroit, en 1709; quoiqu'il lui fût infiniment plus facile encore de faire des démarches & de tirer des expéditions à la Rochelle, sa propre ville, qu'à Nantes d'où elle étoit éloignée; & quoiqu'on lui marquât de la défiance de ces lettres, qu'elle devoit par conséquent s'efforcer de soutenir; auroit-elle manqué de prouver au moins le voyage, s'il étoit vrai, & s'il avoit justifié le double passage du Sieur Aubry par la Rochelle?

Il est vrai qu'un de ses parens qui se mêla de la défendre, attesta tout ce qui paroissoit par ses pièces & affirma *sous la foi du serment*, disoit-il, *comme sur-tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes*, que c'étoit *par pur désintéressement & par œuvre de charité*, qu'il vouloit faire obtenir à sa parente la succession du Sieur Jean-Martin Aubry, *sur les lettres de Marie Dubois & sur l'enquête de 1742 complètement falsifiées*; & que pour mieux capter la foi des Magistrats & du Public, il affectoit d'avouer ingénument qu'il savoit bien n'en mériter aucune.

Mais quand ce Cousin auroit été l'homme du monde le plus recommandable par sa réputation, ses talens & ses vertus, ne seroit-il pas indécemment de proposer son témoignage, même scellé du serment, pour règle de jugement dans une affaire de cette importance?

Ce Cousin prétendoit avoir connu le Sieur Jean-Martin Aubry, en 1751, & il se souvenoit si parfaitement, *après seize années entières*, de tout ce

qui s'étoit passé, durant quelques jours pendant lesquels il resta, dit-il, chez le Sieur Aubry, qu'il n'eut pas honte d'en présenter le journal à la Justice : M. Aubry l'avoit mené un jour à la grande Messe à la Croix-des-Bouquets.

Et défunte M^{me}. Aubry y étoit aussi.

Et il étoit dans leur banc avec eux.

Et ils allèrent ensuite voir le Curé & diverses personnes devant lesquelles M. Aubry le regardoit comme son Cousin.

Et M^{me}. Aubry & ses Neveux étoient fort intrigués.

Et ils souffroient rarement que le bon-homme & le Cousin fussent seuls ensemble.

Et ils épioient leurs actions, & écoutoient leurs discours.

Et ce manège dura autant que le séjour du Cousin.

Et M. Aubry n'en demanda pas moins au Cousin, devant M^{me}. Aubry elle-même, des nouvelles de sa Cousine Hudin.

Et il lui dit que si le ciel vouloit, il lui feroit du bien ; *mais le Cousin ne put pas comprendre cela.*

Et il lui demanda aussi des nouvelles de M. Escoubet qui étoit M. son grand Père, auquel il se souvint *parfaitement* qu'il avoit des obligations.

Et c'étoit précisément *le souvenir de ce grand Père qui avoit inspiré au Cousin la pensée d'aller visiter LE BON-HOMME.*

Et tout se passa très-bien, à cela près de l'humeur de M^{me}. Aubry & de ses Neveux.

Et le Cousin en rioit à part-foi.

Osa-t-on jamais débiter & sur-tout faire imprimer de telles fornettes dans une affaire aussi grave ? N'est-ce pas une charlatanerie honteuse, que de vouloir encore donner du poids aujourd'hui à des contes si fastidieux, si puériles & si maussadement rapportés par celui qui les inventa ; & n'est-il pas inconcevable que la veuve Hudin ayant rapporté d'abord des actes publics qui ne justifioient rien, puis des procès verbaux qui prouvoient contre elle, puis de prétendus titres de famille évidemment supposés, on ait pu essayer & réunir même à sceller toutes ces pièces inutiles, méprisables, odieuses par un récit aussi ridicule de quelques anecdotes qui seroient indifférentes quand elles seroient vraies & plus fortes ? Car enfin le Sieur Aubry ne pouvoit pas savoir lui-même ni par lui-même, s'il étoit ou non le parent de la veuve Hudin ; & la preuve de la parenté ne seroit pas moins nécessaire, après celle des anecdotes, qu'auparavant.

Mais faut-il encore des réflexions, contre tout ce système de parenté grossièrement imaginé, si long-temps combiné, si évidemment étayé sur tout ce que l'on a pu rassembler de vicieux & de méprisable ?

Le témoignage du Sieur Jean-Martin Aubry lui-même s'élève contre la veuve Hudin dans la requête qu'il présenta en 1742, pour parvenir à l'acte de notoriété qu'il obtint en effet sous la forme d'enquête.

Conduit en France alors par le desir d'y acheter une charge, il avoit besoin de faire connoître son origine & sa catholicité. Ce sont aussi les motifs qu'il exprima lui-même dans cette requête.

Il devoit donc naturellement, dans cette occurrence, déclarer qu'il étoit originaire de la Saintonge ; que son Père étoit né dans ce pays, que sa famille existoit encore à la Rochelle ; qu'il avoit eu lui-même des liaisons personnelles avec des membres de cette famille.

Rien ne pouvoit être plus convenable, plus nécessaire même, parcequ'il auroit été très-possible, malgré l'acte de notoriété, que dans le corps où il se présentoit on lui eût fait des difficultés qu'il auroit levées sans peine en invoquant la famille Aubry, de la Rochelle, pour le reconnoître.

Cependant, loin de prendre ce parti si conforme aux circonstances, à la vérité, à la nécessité, le Sieur Aubry dit uniquement qu'il est Créole du Port-de-Paix ; qu'il y est né le 3 Juin 1688, qu'il en est sorti après l'irruption des Espagnols & des Anglois en 1695.

Et ne parlant point de son origine François, il s'expose à faire croire que sa famille, ancienne à Saint-Domingue, pourroit y être tombée dans une confusion qu'il voudroit masquer par son titre, & que l'on ne voudroit pas souffrir : auroit-il couru ce risque s'il avoit connu un moyen d'y remédier, en prouvant en France même, que son Père étoit né en France & marié à une Européenne ?

D'un autre côté encore, un silence égal fournit un argument plus puissant. Le Cousin de la veuve Hudin prétendoit être venu à cause d'elle voir le Sieur Aubry en 1751, il prétendoit qu'ils s'étoient entretenus presque sans cesse de leur lien de parenté, qu'il avoit rassemblé & gravé profondément dans sa mémoire tout ce qui pouvoit intéresser sa Cousine Hudin, & sur-tout qu'il avoit été très-honorablement traité : il auroit donc dû nécessairement lier une correspondance, par une lettre de remerciemens, & ensuite en demandant de temps en temps au Sieur Aubry de ses nouvelles ; & cependant la mémoire du Cousin est l'unique dépôt où il se

trouve

trouve en 1767, des marques de ces entretiens passés depuis seize ans, & c'est à ce dépôt que l'on veut nous forcer de croire, quoique le temps, l'amitié, l'intérêt, l'erreur & cent causes diverses aient pu l'altérer, le corrompre ou le faire supposer. Quelle singularité ! Quel égarement ! Le Sieur Jean-Martin Aubry qui l'avoit si bien reçu, qui l'avoit présenté à son Curé, à ses connoissances, comme son parent, qui avoit été si flatté de l'avoir près de lui qu'il avoit voulu l'y retenir, auroit-il pu ne pas lui écrire ; & si M. Bourgeois avoit dit la vérité, n'en auroit-il pas eu des preuves ?

Ce n'est plus aux Sieurs Caradeux, incertains sur leur état & foibles dans leur défense, que les prétentions chimériques & les titres abusifs de la veuve Hudin s'offrent aujourd'hui, & le temps de ces fables, de ces mensonges, de ces impostures & de leur succès ne peut plus revenir.

L'état civil des hommes est un bien qui, comme tous les autres, se considère & se régit sous deux rapports & par deux points principaux ; la propriété, la possession ; & il est évident que la veuve Hudin n'avoit ni l'un ni l'autre de ces avantages.

1°. Elle n'avoit point la propriété d'une parenté avec le Sieur Jean-Martin Aubry, parcequ'elle ne rapportoit point d'acte de baptême d'un *Martin Aubry* qui fut né à Taillebourg dans sa famille, ni même d'acte de mariage des Père & Mère d'un Martin Aubry.

Il n'y étoit point né depuis 1640 jusqu'en 1658, puisque les registres de tout ce temps étoient en bon ordre & n'avoient aucune autre défectuosité que quelques lacunes, qui étoient des blancs demeurés vides.

Il n'y étoit point né en 1658, puisque le registre de cette année comprenoit encore tous les *enregistremens* qui y avoient été faits, & qu'il n'y manquoit absolument rien autre chose que deux signatures au bas du premier feuillet, à la date du 20 Janvier.

Enfin, il n'y étoit point né depuis 1658 jusqu'en 1668, puisque tous les registres de ce temps étoient aussi en bon ordre & n'avoient également aucune autre défectuosité que quelques lacunes, qui étoient des blancs demeurés vides.

Et il ne pouvoit point y être né en 1666, puisqu'il étoit déjà marié au plus tard en 1687, vingt-un ans seulement après l'année 1665, & que d'ailleurs il est mort en 1698, âgé de 40 ans.

Ainsi ces registres faisoient connoître toutes les naissances qui s'étoient opérées depuis 1640 jusqu'en 1666, & ils prouvoient que celle de Martin

Aubry n'avoit point eu lieu à Taillebourg dans la famille de la veuve Hudin, puisqu'elle n'y étoit point inscrite. La veuve Hudin n'avoit donc point de propriété de parenté avec Martin Aubry.

D'après cela, quand la veuve Hudin auroit eu la possession la plus complète, il faudroit la rejeter, parcequ'en cette matière la possession est toujours vicieuse, si la propriété n'est point acquise par les faits des naissances &c prouvée par les actes publiés.

2°. Mais la veuve Hudin n'avoit pas plus de possession que de propriété; il n'existe pas une seule preuve admissible. qu'elle ou sa famille eût jamais été reconnue par celle de Saint-Domingue.

Elle n'avoit point de possession constante par la lettre attribuée à *Martin Aubry*, sous la date du 16 Décembre 1696, parceque cette lettre n'étoit point reconnue, qu'au contraire elle étoit méconnue & indigne de foi, qu'elle étoit accompagnée d'autres pièces certainement fausses & qui sont actuellement prouvées telles; que la veuve Hudin avoit fait faire des démarches & des recherches, dès avant la mort du Sieur Jean-Martin Aubry; que c'étoit leur prix qu'elle portoit à six mille livres dans la procuration du 13 Septembre 1763; qu'elle avoit découvert l'enquête de 1742 & la requête qui l'avoit précédée, ainsi que l'extrait mortuaire de Martin Aubry; que toutes ces pièces lui avoient appris l'histoire de la famille Aubry, de Saint-Domingue, & qu'ainsi la lettre datée de 1696, a pu être & a été indubitablement composée d'après ces mêmes pièces, puisqu'elle étoit accompagnée d'autres pièces prouvées fausses, & qu'il n'auroit pas été nécessaire d'employer ces pièces fausses & de payer six mille livres au Sieur Charles, si la lettre du 16 Décembre 1696 & les autres eussent été vraies.

Elle n'avoit point de preuve de possession dans les deux lettres attribuées à Marie Dubois, puisque ces deux lettres étoient de deux mains différentes, qu'elles étoient toutes deux supposées, Marie Dubois n'ayant point su écrire jusqu'en 1709 & en 1714, suivant les deux contrats de mariage de Marie-Magdelène Aubry sa Fille, passés devant Notaires en ces deux années; & puisque ces deux lettres avoient pu être & avoient été en effet composées aussi facilement que celle attribuée à Martin Aubry, d'après les pièces trouvées avant le décès du Sieur Jean-Martin Aubry, & dont la découverte a dû être payée six mille livres au Sieur Charles.

Elle n'avoit point de preuve de possession dans la lettre & les deux billets du Sieur Jean-Martin Aubry, parceque cette lettre & ces deux billets

étoient contestés & non reconnus, qu'ils étoient accompagnés, comme les autres pièces que l'on vient de relater, de pièces fausses & supposées, puisque les lettres de Marie Dubois étoient fausses, que l'enquête de 1742 avoit été falsifiée; que ces écritures étoient même formellement méconnues, qu'elles avoient pu être aisément composées d'après la signature *Aubry*, qui se trouve sur la requête présentée en 1742, que le voyage du Sieur Jean-Martin Aubry en France en 1708 & son retour à Saint-Domingue en 1709, par la Rochelle, n'étoient seulement pas justifiés, & qu'il y avoit tout lieu de croire que ce voyage & ce retour ne s'étoient pas faits, ou ne s'étoient pas faits par la Rochelle, puisque la veuve Hudin ne rapportoit aucun extrait de rôle d'équipage qui les prouvât, quoiqu'elle eût employé le moyen du rapport d'un pareil acte relativement au voyage du Sieur Jean-Martin Aubry en France, en 1742.

Enfin elle n'avoit point de preuve de possession dans les allégations indiscrètes de son parent, parceque jamais la Justice & les Lois n'ont accordé la moindre foi à des témoignages de cette espèce, que c'étoit évidemment des mensonges puériles & plus capables d'exciter l'indignation que d'inspirer la confiance, puisque, suivant ce parent lui-même, il n'auroit eu pour objet d'entretien avec le Sieur Aubry & pour but que le fort & le bien-être de sa cousine, & qu'il auroit donc dû, & par prévoyance & par une honnêteté indispensable, se procurer des mains du Sieur Aubry, au moins des indications de ce qu'il affirmoit, tandis qu'il ne produisoit absolument rien qui pût seulement faire présumer un passage de sa part chez le Sieur Jean-Martin Aubry.

Et loin qu'elle eût aucune preuve de possession dans les circonstances qu'elle faisoit valoir sous ce titre, il étoit prouvé par le silence constant du Sieur Jean-Martin Aubry à ce sujet, dans des actes ou des occasions qui auroient nécessité des explications précises de sa part, qu'il n'a jamais pensé à la veuve Hudin, ni à *Guy Aubry*, ni à sa famille de la Rochelle, ni à cette prétendue patrie d'origine, puisque dans sa requête de 1742, il n'a pas dit un seul mot de sa famille Française, qu'il n'a jamais écrit une seule lettre de Saint-Domingue, à la veuve Hudin, qu'il n'a point écrit non plus à M^e. Bourgeois, qu'il ne paroît point avoir jamais été à la Rochelle dans le cours de sa vie, & que pendant son voyage de France en 1742, il n'a pas donné le moindre signe d'existence à la veuve Hudin.

C'est donc une vérité complètement démontrée, que les registres de

Taillebourg ne contenoient point de preuve de parenté en faveur de la veuve Hudin, qu'ils nétoient point dans un état par le moyen où le prétexte duquel l'absence des titres de propriété pût être attribuée à leur perte; que les prétendus titres de famille n'étoient que des fruits de l'intrigue & de l'imposture employée pendant la vie même du Sieur Jean-Martin Aubry, que la veuve Hudin n'avoit en effet ni le moindre titre valable de propriété ni le moindre titre valable de possession de parenté avec le défunt, & que si elle a réussi dans sa téméraire & périlleuse entreprise, *c'est parcequ'elle étoit seule réclamante & surtout parceque les Sieurs Caradeux ne se défendirent pas comme ils auroient dû le faire*, car on ne proposa pour eux aucune ou presque aucune des considérations & des preuves qui viennent d'être établies: aussi dirent-ils au Roi dans leur requête en cassation, que l'Arrêt n'avoit passé que d'une voix, c'est-à-dire, à la pluralité de quatre contre trois, & que la conduite du Rapporteur avoit été très-singulière, attendu qu'après le jugement il avoit ajouté en marge du plumeitif une disposition qui étoit paraphée de lui seul.

Ils dirent ensuite sur leur demande en entérinement de requête civile que:
 « Le dol personnel est la source de l'Arrêt rendu en faveur de la veuve
 » Hudin, il est prouvé aujourd'hui que Marie Dubois ne savoit pas signer
 » son nom; les deux contrats de mariage de sa Fille passés devant Notaires postérieurement à ces lettres, l'un du 5 Juin 1709, l'autre du 24
 » Octobre 1714, en fournissent une preuve bien supérieure & à laquelle il
 » n'est pas même possible de résister. »

Mais il étoit inutile d'employer ce langage vrai, quand les Sieurs Caradeux le parlèrent sur leur demande en entérinement de lettres de requête civile: il paroît que malgré tous leurs efforts, ils n'ont pas encore eu jusqu'ici l'art de captiver le zèle & l'attention nécessaires pour toutes les parties de leurs défenses: car leur demande étoit radicalement nulle, & auroit été nécessairement & infailliblement proscrite, aux termes de l'article 14 du titre 35 de l'Ordonnance de 1667, parceque les ouvertures n'avoient point été insérées dans les lettres conformément aux articles 13 & 14 du même titre.

Ne nous occupons donc plus de ce qui concerne la veuve Hudin. La démonstration de l'injustice de sa demande, des vices, de l'inutilité de ses pièces & de la cause de son succès est complète, & la première question est résolue.

« La famille Aubry de la Rochelle, ou la veuve Hudin n'étoit point » parente ni héritière du Sieur Jean-Martin Aubry. »

Examinons la seconde.

II. Les Sieurs & Dames Aubry, de Tours, étoient-ils parens & sont-ils héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry ?

Martin Aubry, Père, n'étant point né à Taillebourg, de Jean-Aubry & de Françoise Esnaud, & n'étant point de la famille de la veuve Hudin, étoit évidemment & nécessairement né ailleurs & appartenoit à une autre famille Aubry que celle de la Rochelle : d'où étoit-il, à quelle famille appartenoit-il ?

Pour découvrir cette vérité décisive dans le procès, il faut le considérer lui-même attentivement dans toutes les différentes marques qui restent-encore de son existence, afin de fixer parfaitement ce qu'il étoit & de pouvoir connoître par ce moyen à qui il appartenoit.

Son acte mortuaire nomme : « *Martin Aubry*, mort muni des Sacremens » de l'Eglise, à l'âge de 40 ans. »

Les noms & l'âge de Martin Aubry sont donc les deux seules circonstances de son état dans le monde qui nous soient données par cet acte authentique, car le lieu de sa naissance & sa famille ne sont point indiqués ; ainsi c'est uniquement par les noms & par l'âge que l'on peut le distinguer, le reconnoître & lui assigner des parens & des successeurs, si ces marques sont admissibles & si elles suffisent pour déterminer absolument ce qu'il étoit & à qui il appartenoit.

L'indication des noms n'est ni équivoque, ni douteuse, ni contestable, ni contestée en effet, par les Sieurs Caradeux, ils conviennent que c'étoit véritablement *Martin Aubry*, que l'acte le prouve & que faisant foi sur ce point, il ne peut laisser aucun doute.

Mais ils ne veulent pas que l'indication de l'âge dans l'acte mortuaire soit également une preuve de cet âge, ni que l'acte fasse foi à cet égard, ce n'est, disent-ils, qu'une énonciation inutile dans cet acte, elle ne s'emploie pas habituellement, ni même ordinairement dans les actes de même espèce ; elle n'est ici par conséquent que l'effet du hazard & ne peut rien prouver, puisqu'elle est fortuite ; & cela est si vrai, ajoutent-ils, que les Sieurs & Dames Aubry, de Tours, ne voudroient pas qu'on y eût égard, si l'acte mortuaire établissoit une différence d'âge, entre Martin Aubry, de Léogane & Martin Aubry, de Tours, tandis qu'ils rapporteroient des preuves d'identité.

Il est étonnant de trouver cette prétention dans le premier mémoire de

la famille Caradeux, car ils doivent nécessairement adopter & soutenir la vérité de cette énonciation, en se mettant aujourd'hui à la place de la veuve Hudin, parcequ'elle prétendoit que c'étoit une vérité incontestable.

Mais quoiqu'il en soit à cet égard, examinons si l'on doit tenir pour vrai, d'après l'acte mortuaire de Martin Aubry, qu'il fût âgé de 40 ans quand il mourut en 1698.

Les adversaires eux-mêmes professent, à la page 20 de leur mémoire, le principe qui doit résoudre cette difficulté :

« Un acte, s'il est authentique sur-tout, disent-ils, fait une preuve de ce » qu'il contient ; tant que l'acte n'est pas attaqué, tant qu'il n'est pas anéanti, » son ancienneté rend son témoignage plus puissant encore. Ce sentiment » est dans la nature, les Jurisconsultes l'ont consacré par un adage : *anti-* » *quis enonciativa probant.* »

L'acte mortuaire de Martin Aubry est authentique, il n'est point attaqué, il n'est point anéanti, son ancienneté est de près d'un siècle, il fait donc une preuve de ce qu'il contient ; il justifie donc, d'après les Sieurs Caradeux eux-mêmes, que Martin Aubry étoit à l'âge de 40 ans lorsqu'il mourut.

Aussi soutiennent-ils (page 17) qu'une pareille énonciation faite de l'âge de Marie-Magdelène Aubry, Sœur du Sieur Jean-Martin Aubry, dans son extrait mortuaire, prouve qu'elle étoit âgé d'environ 58 ans & Sœur cadette du Sieur Jean-Martin Aubry.

Mais quand nous n'aurions pas une autorité aussi puissante que leur propre doctrine, accompagnée de leur exemple même, seroit-il donc possible de résister à la nécessité de croire que Martin Aubry étoit vraiment âgé de quarante ans ?

La foi est due à l'acte pour les noms du défunt & pour l'époque de la mort ; & cet acte est en entier l'ouvrage d'un seul & même Ministre de la Religion & de la Loi, qui a nécessairement recueilli de la même manière & par le même moyen, & les noms & l'âge du défunt, pour les inscrire sur le registre, & qui les a inscrits aussi nécessairement dans le même esprit, avec la même attention & avec la même exactitude, après les avoir pris, sans doute, de la bouche de Martin Aubry lui-même, en lui administrant des secours spirituels, car l'acte porte qu'il étoit *muni des Sacramens de l'Eglise* ; or la Loi ordonne de tenir pour certain que le défunt s'appelloit *Martin Aubry* & qu'il est mort le 9 Janvier 1698, parceque ce Ministre l'a écrit sur le registre ; comment pourroit-elle donc permettre que l'on doutât de l'âge qu'il a également écrit & certifié ? Est-il possible de le juger tout à la fois digne

& indigne de confiance ? Un pareil parti feroit-il raisonnable, peut-on le proposer ?

Il est vrai qu'il auroit pu se tromper, & que quand l'acte mortuaire ne s'accorderoit pas sur l'âge, avec un extrait baptistère, il ne pourroit pas nuire à des héritiers qui rapporteroient des preuves entières de l'identité de l'individu.

Mais l'erreur auroit-elle été moins possible pour le nom que pour l'âge ? n'auroit-il pas pu arriver que le Prêtre n'eût écrit que le nom de *Martin*, tandis que le défunt en auroit eu un ou plusieurs autres, n'auroit-il pas pu arriver encore une erreur dans la date ?

L'acte fait pourtant une foi entière à l'égard des noms & de la date, on ne peut pas douter que le défunt ne s'appelât *Martin Aubry* : on ne peut pas douter qu'il n'ait été inhumé à Léogane le 9 Janvier 1698, la Loi ne souffre ni la moindre incertitude ni le plus léger soupçon sur ces deux points, la circonstance de l'âge de 40 ans est donc prouvée de la même manière & aussi parfaitement que celle du nom & de la date ; car l'acte n'est qu'un, ainsi que son auteur : c'est un seul & même rapport également positif & affirmatif dans toutes ses parties, & fait par une seule & même personne, qui n'a pu ni voulu tromper plutôt sur l'âge que sur le nom, ni sur le nom que sur l'âge, & qui faisant preuve à l'égard de l'une de ces deux choses, doit de toute nécessité la faire également à l'égard de l'autre ; ainsi autant qu'il est vrai que c'est Martin Aubry qui est mort, autant qu'il est vrai que c'est le 9 Janvier 1698 qu'il a été inhumé à Léogane ; autant il est vrai qu'il avoit alors quarante ans : ces trois propositions ont en droit la même certitude inconstable ; & par conséquent c'est MARTIN AUBRY, AGÉ DE 40 ANS, EN 1698, dont nous avons la famille à découvrir.

La famille Aubry, de Tours, le réclame en rapportant un acte de baptême qui donne précisément la même désignation que l'acte mortuaire de Léogane.

Suivant l'acte de baptême, Martin Aubry est né dans la famille de Tours, en 1658, & devoit avoir 40 ans en 1698.

Suivant l'acte mortuaire, Martin Aubry est inhumé en 1698, à Léogane, & il étoit âgé de 40 ans, d'où il suit qu'il étoit né en 1658.

Ainsi, le temps de la naissance, la durée de la vie, l'époque de la mort, l'identité parfaite des noms présentent très-clairement, très-évidemment un

seul & même sujet, puisque le premier acte désigne Martin Aubry, qui est né en 1658 & qui doit avoir 40 ans en 1698, & que le second désigne également Martin Aubry, qui est mort en 1698, qui avoit alors 40 ans & qui étoit né en 1658.

Il n'est pas possible de trouver, & il n'auroit même pas été possible de supposer & de fabriquer un acte de baptême qui s'accordât plus parfaitement avec l'acte mortuaire de Martin Aubry, qui prouvât plus victorieusement l'identité de celui qui est mort à Léogane avec celui qui étoit né quarante ans auparavant & qui en un mot justifîât plus complètement la naissance, la famille & la parenté de Martin Aubry ; quand les Sieurs & Dames Aubry, de Tours, auroient eu la hardiesse & les moyens de faire paroître dans les registres de Tours un acte faux & trompeur, auroient-ils pu mieux combiner & choisir l'époque à laquelle il convenoit de le placer, peut-on résister à la force de cette preuve, peut-on dire que Martin Aubry, mort à Léogane à 40 ans en 1698, *ne soit pas MARTIN AUBRY, né à Tours en 1658* ? Quel homme impartial & désintéressé oseroit jamais affirmer qu'il y ait une différence entre Martin Aubry, de Tours, & Martin Aubry, de Léogane ?

Il s'en faut bien que les Sieurs Caradeux osent aller jusqu'à nier la naissance d'un Martin Aubry, à Tours, dans la famille des réclamans, ils n'ont même pas pu soutenir que ce Martin Aubry, né à Tours, *n'étoit pas le Martin Aubry mort à Léogane.*

Mais ils soutiennent qu'il ne suffit pas que la différence ne puisse pas être raisonnablement alléguée, & que l'identité n'est pas suffisamment établie ; que c'est aux Sieurs & Dames Aubry, de Tours, à prouver que le Martin Aubry, né à Tours, étoit *le même* que celui qui épousa Marie Dubois au Port-de-Paix, *le même* que celui qui mourut à Léogane en 1698, *le même* qui fut le Père de Jean-Martin Aubry, mort en 1763.

Cette objection est mal conçue : Martin Aubry, qui est mort à Léogane en 1698, étoit certainement *le même* qui épousa Marie Dubois au Port-de-Paix, *le même* qui fut Père de Jean-Martin Aubry, mort en 1763 ; ainsi tout cela se réduit à savoir si Martin Aubry, qui mourut à Léogane en 1698 à l'âge de 40 ans, étoit *le même* qui étoit né à Tours en 1658 ; car si celui qui étoit né à Tours étoit celui qui est mort à Léogane, il est certain que celui de Tours étoit aussi celui qui épousa Marie Dubois au Port-de-Paix, celui qui fut Père de Jean-Martin, mort en 1763 ; & tout cela demeure
constant

constant, par le seul accord des deux actes de baptême & de sépulture, au moins jusqu'à ce que le contraire soit établi.

« L'acte de baptême, disent les Sieurs Caradeux, prouve qu'un enfant » né à Tours a été baptisé en 1658, que cet enfant étoit celui de Jacques » Aubry & de Marie Villette, qu'on l'a appelé *Martin*, mais très-certainement il ne prouve pas que cet enfant soit venu à Saint-Domingue, » qu'il y ait épousé Marie Dubois, qu'il y soit devenu Père de Jean- » Martin Aubry mort en 1763. »

Il est vrai que l'acte de baptême ne prouve rien au-delà de la naissance de Martin Aubry ; mais il prouve du moins que *Martin Aubry* étoit *Martin Aubry* & que Martin Aubry étoit né à Tours, dans la famille des réclaman-
mans, en 1658.

Et l'acte mortuaire prouve que *Martin Aubry* étoit venu à Saint-Domingue, puisqu'il y est mort en 1698, âgé de 40 ans.

Or, peut-on nier que *Martin Aubry* soit *Martin Aubry* ?

Peut-on nier que *Martin Aubry*, mort à l'âge de 40 ans, en 1698, soit *Martin Aubry* né en 1658 ?

Peut-on nier que *Martin Aubry*, né en 1658, soit *Martin Aubry* né à Tours ?

S'il est impossible de nier que *Martin Aubry* soit *Martin Aubry*, que *Martin Aubry*, mort à l'âge de 40 ans, en 1698, soit *Martin Aubry*, né en 1658, & que *Martin Aubry*, né en 1658, soit *Martin Aubry* né à Tours ; on ne peut donc pas nier non plus que *Martin Aubry* mort à Léogane, soit *Martin Aubry*, né à Tours ; car c'est Martin Aubry de Léogane qui étoit né en 1658, c'est Martin Aubry de Léogane qui est mort en 1698, & qui avoit alors quarante ans ; & c'est aussi Martin Aubry de Tours, qui étoit né en 1658 & qui avoit quarante ans en 1698. Il faudroit renoncer à toutes les règles du raisonnement, si ces vérités n'étoient pas démontrées.

Les Sieur & Dame Aubry de Tours, ne rapportent pas d'actes intermédiaires de la naissance à la mort de Martin Aubry, pour prouver par des faits de Martin Aubry lui-même, qu'il étoit effectivement de leur famille.

Mais comment seroit-il possible qu'ils en rapportassent, eux qui étoient en France, si ceux qui descendent de lui directement, n'en produisent pas pour établir la différence.

Et à quoi d'autres actes pourroient-ils servir ; que pourroient-ils ajouter à une preuve déjà si complète ? Le fait particulier de l'homme peut-il jamais

être nécessaire en pareil cas pour la justification & la confirmation de ce qui est prouvé par la Loi même ; sur-tout lorsqu'un homme s'est éloigné de sa patrie & que ses propres descendans ne savent, ou ne veulent rien dire de bonne foi, de son origine, de sa vie, des actes qu'il a faits & des qualités qu'il a prises, quoiqu'ils dussent avoir des preuves de la différence d'entre Martin Aubry de Tours & Martin Aubry de Léogane, s'il en existoit une.

Ils ne rapportent pas non plus d'actes faits dans leur famille relativement à Martin Aubry qui avoit disparu, mais ce silence de part & d'autre ne peut rien prouver en faveur du système des Sieurs Caradeux, il en résulte seulement que Martin Aubry n'a point écrit à sa famille, qu'il n'a point déclaré à Saint-Domingue dans quelle partie de la France il étoit né, que de son côté, sa famille, qui n'a eu des arragemens à prendre que longtemps après son départ, ne s'est point occupée de sa personne, parcequ'on croyoit alors qu'il ne devoit plus reparoître.

Mais peut-on conclure de ce silence réciproque, de cet oubli mutuel, si l'on veut, que Martin Aubry ne soit pas Martin Aubry ; que la mort de Martin Aubry en 1698 à 40 ans, ne soit pas celle de Martin Aubry né en 1658, que le Martin Aubry mort à Léogane soit un autre individu qu'un Martin Aubry & qu'un Martin Aubry né en 1658 ? Les adversaires en tirent cet argument ; & portant l'absurdité jusqu'au dernier degré, ils prétendent même que l'identité constante & parfaitement établie, conformément à leur propre demande, ne suffiroit pas encore ; & que la famille de Tours seroit devenue incapable, indigne de succéder par le silence qu'elle auroit gardé pendant un siècle à l'égard de Martin Aubry, comme si cet oubli étoit un crime plus atroce qu'un mépris marqué, que des difficultés, des querelles, des différens, des procès, qui ne peuvent pas détruire entre parens, même en ligne directe, la faculté de succéder.

Quant à la nécessité de prouver plus parfaitement l'identité de Martin Aubry né à Tours, avec Martin Aubry mort à Léogane, examinons encore de plus près l'état des choses & la nature de la contestation des Sieurs Caradeux considérée en droit.

Ils ne peuvent point exiger & n'exigent point un acte de baptême plus concordant avec l'acte mortuaire ; & ils ne prétendent pas même que ces actes soient inapplicables l'un à l'autre : ainsi ils reconnoissent nécessairement l'accord & la validité des titres de propriété que les Sieur & Dame Aubry de Tours leur opposent.

Mais ils veulent qu'on leur produise ou des actes faits par Martin Aubry, dans lesquels sa famille soit mentionnée & reconnue par lui, ou des actes passés dans cette famille & qui contiennent une mention de Martin Aubry & de son absence.

C'est-à-dire, que les Sieurs Caradeux veulent astreindre la famille Aubry de Tours, à prouver une *possession* d'état, & qu'ils prétendent que sans la preuve de cette *possession*, la propriété ne peut avoir aucun effet, quoiqu'elle soit très-constante.

Jamais on ne vit rien de plus contraire aux vrais principes qui veulent que les titres de propriété produisent la possession qui n'a pas encore eu lieu, ou la fassent recouvrer quand elle a été perdue, & que la possession ne puisse être utile qu'à acquérir la propriété par la prescription, dans les matières où la prescription peut avoir lieu.

Mais la propriété ne se perd jamais dans les matières de cette espèce, & la prescription ne peut jamais s'y acquérir; de sorte que la possession est toujours ou absolument inutile ou absolument surabondante, suivant que les réclamans ont ou n'ont pas des titres de propriété qui l'accompagnent.

Car il ne s'agit pas de savoir si un défunt a reconnu une certaine famille pour la sienne, il faut seulement examiner & juger à quelle famille ce défunt appartenait véritablement. C'est toujours là uniquement ce qu'il faut décider.

Ici, un particulier nommé *Martin Aubry* est mort à Léogane en 1698, à l'âge de quarante ans.

On n'a point à examiner s'il lui a plu de reconnoître ou non telle ou telle famille pour la sienne: on ne doit que s'assurer & se convaincre qu'il appartenait véritablement par sa naissance à telle famille.

Il est incontestable qu'il étoit d'une famille *Aubry*, dans laquelle il étoit né quarante ans auparavant, & qui l'avoit nommé *Martin*.

Il appartenait à cette famille & elle lui appartenait; ils avoient réciproquement pour titre de propriété l'un envers l'autre l'acte légal, authentique & public qui constatoit sa naissance & ses noms; & pour marque certaine d'*identité* & de reconnaissance entr'eux, ces mêmes noms & leur possession, parceque c'est le signe que la famille avoit attaché à cet enfant, c'est le sceau que la Loi même a reçu des parens & imprimé sur la personne de l'enfant, pour qu'il pût être reconnu & réclamé par sa famille dans tous les lieux, ou qu'il pût la reconnoître & la réclamer lui-même dans tous les temps.

Les Sieur & Dame Aubry, de Tours, prouvent que leur famille est celle dans laquelle est né, en 1658, un enfant qui a été nommé *Martin*, & qui devoit avoir 40 ans en 1698. Ils produisent l'acte qui établit ce fait & qui est le titre de leur propriété de famille sur sa personne, ils rapportent ainsi le signe, le sceau qui lui avoit été imposé pour le retrouver & le reconnoître par-tout, & pour qu'il pût lui-même se rallier à sa famille quand il le voudroit : que peut-on demander, que peut-on désirer encore ? La raison peut-elle permettre des doutes, la Loi peut-elle exiger des preuves au-dessus d'un acte incontestable qui est son propre ouvrage, pourroit-elle être incertaine sur le rapport de la famille à l'individu & de l'individu à la famille, à l'aspect du lien formé par elle-même pour les tenir perpétuellement unis ?

Mais encore une fois, où est la preuve de l'identité, où est la preuve que le Martin Aubry, mort à Léogane, est le Martin Aubry né à Tours, où est la preuve de son passage à Saint-Domingue, où est la preuve que ce n'étoit point un autre Martin Aubry d'une autre famille ?

Quels sont donc les motifs & quels peuvent être les fondemens de ces questions ?

Les Sieurs Caradeux reconnoissent & ne peuvent pas douter que Martin Aubry étoit Martin Aubry, ils ne rapportent aucun extrait baptistaire d'un autre Martin Aubry né dans le même temps dans une autre famille, ils ne disent, ils ne produisent rien qui puisse affoiblir & altérer l'acte de baptême fait à Tours, ni détourner son application de dessus la personne de Martin Aubry mort à Léogane ; & cependant ils voudroient empêcher ce titre de produire son effet, en disant uniquement que *peut-être* c'est le titre d'un autre *Martin Aubry*, que *peut-être* c'étoit un autre Martin Aubry qui appartenoit à la famille de Tours. Est-ce par de tels moyens qu'on peut anéantir un acte & dissoudre un lien de parenté ? Qu'ils prouvent donc eux-mêmes une différence, s'ils ne veulent pas reconnoître l'identité, car sans la preuve de cette différence, l'identité est nécessairement aussi constante, aussi solennellement prouvée qu'une chose peut l'être par un acte, tant que cet acte existe.

Si l'on voyoit ailleurs qu'à Tours & dans une autre famille que celle des Aubry de Tours, un autre *Martin Aubry* né en 1658, & qui eût été ainsi âgé de 40 ans en 1698 : si les Sieurs Caradeux rapportoient des preuves de ce fait, il faudroit véritablement alors prouver l'identité.

Mais d'où viendrait en ce cas la nécessité de la preuve ? Ce ne seroit pas comme aujourd'hui , d'une incertitude , d'une possibilité , d'un *peut-être*.

La cause de cette nécessité seroit dans l'existence , le concours & l'opposition des deux actes semblables , qui s'opposant l'un à l'autre une preuve & une force égale , s'affoibliront mutuellement & feroient chacun la moitié d'une preuve , sans qu'un seul des deux en formât une entière ; parceque c'en seroit nécessairement un des deux qui seroit le véritable acte du véritable *Martin Aubry* , & que jusqu'à la démonstration , chacun des deux le paroîtroit tout autant que l'autre.

Mais les Sieurs Caradeux opposent-ils quelque titre au titre des Aubry de Tours , font-ils concevoir seulement le soupçon d'un autre Martin Aubry que Martin Aubry né à Tours , présentent-ils quelqu'acte , disent-ils quelque chose , qui agite , qui balance , qui rende incertain & flottant sur la personne de Martin Aubry mort à Léogane , l'acte de baptême de Martin Aubry né à Tours ? Non. Cet acte de baptême s'applique & se fixe parfaitement sur le Martin Aubry mort à Léogane : rien ne peut lui porter atteinte ni le rendre suspect , rien ne peut donc en empêcher ni en affaiblir l'effet naturel & nécessaire , puisque c'est un titre authentique , légal , public , sain , entier , qui se trouve libre sans aucune opposition , sans aucune résistance d'aucun autre titre , & qui par conséquent a une puissance & une action aussi étendue qu'il est possible à la Loi de les lui donner.

On ne trouve qu'un seul Martin Aubry venu au monde en 1658 , on ne trouve qu'un seul Martin Aubry mort en 1698 , à l'âge de 40 ans ; & soit que l'on consulte l'acte de baptême , soit que l'on consulte l'acte de sépulture , soit que l'on s'écarte de ces titres & des faits qu'ils établissent , pour chercher des différences entre le sujet de chacun d'eux & en trouver un qui ne soit pas Martin Aubry né à Tours , la raison ramène & force toujours à dire que c'est Martin Aubry né à **Tours** qui est mort à Léogane ; puisque c'est à celui-là seul que les deux actes s'appliquent avec le plus parfait accord.

Mais malgré tant de vérités acquises , revenons sur nos pas afin d'aller plus loin , ne plaçons point encore Martin Aubry de Léogane dans la famille de Tours , remettons seulement en question , s'il est possible de l'en faire juger membre.

Supposons pour cela qu'au lieu de mourir à Léogane , Martin Aubry de cet endroit passa en France , alla à Tours & réclama son état dans la

famille Aubry, ou que la famille Aubry elle-même voulût malgré lui l'avoir au nombre de ses membres, pour lui faire supporter quelque charge de la famille, telle que tutelle ou curatelle, &c. Quels auroient été les moyens décisifs dans une pareille contestation ?

Martin réclamant son état, auroit dit à ses parens en leur présentant son acte de baptême : « Ce titre établit que vous appartenez à un homme » que vous nommâtes *Martin Aubry*, pour que vous & lui pussiez tous » jours vous reconnoître & vous réclamer respectivement : c'est moi qui » suis né de vous & qui en ai reçu ces noms, je m'éloignai dans ma » jeunesse, & il ne me reste aucun témoin qui puisse attester l'identité de » mes traits & de ma personne ; mais j'ai toujours conservé mes noms » de *Martin Aubry*, je les possède de tout temps, ils forment l'objet dont l'acte » baptistère constitue la propriété ; ainsi c'est à moi que ce titre se rapporte » & s'applique, vous êtes donc mes parens, je suis donc le vôtre.

Et il est certainement indubitable que la possession des noms & par conséquent de l'état de *Martin Aubry* étant prouvée, ses parens n'auroient pas pu le méconnoître, à moins qu'ils n'eussent prouvé eux-mêmes le contraire par la mort précédente ou l'existence durante encore, d'un autre *Martin Aubry* qui auroit été le leur, parceque *Martin Aubry* de Léogane leur auroit justifié une possession d'état conforme au titre, & que par conséquent le titre se seroit trouvé nécessairement celui de cette possession, jusqu'à ce qu'une preuve contraire l'en eût fait juger différent.

Si au contraire la famille Aubry avoit formé elle même la réclamation, comme dans cette espèce, elle auroit dit à *Martin Aubry* : « Cet acte de » baptême prouve qu'il est né parmi nous un enfant qui a été nommé » *Martin Aubry* ; vous portez & vous possédez ces noms qui viennent de » nous & qui nous appartiennent, cette marque distinctive, qui a été donnée à » cet enfant pour lui assurer sa famille & l'assurer lui-même à cette famille, » cette empreinte qui a été mise sur sa personne, cette étampe civile & » sociale, s'il est possible de le dire, c'est donc vous qui l'avez reçue de » nous conformément à ce titre, c'est donc vous qui êtes notre *Martin Aubry*, notre parent, nous sommes donc les vôtres. »

Et *Martin Aubry*, réclamé ainsi lui-même dans sa propre personne, par la famille de Tours, n'auroit jamais pu se dispenser de céder à la force du titre & de sa propre possession qui y étoit conforme, à moins qu'il n'eût repoussé ce même titre par un autre & par une preuve complète d'une autre naissance,

d'un autre état & d'une autre famille que ceux de Tours, parcequ'encore une fois, il faut bien qu'un titre s'exécute & produise tous ses effets, lorsqu'il existe, qu'il a une application directe & immédiate, & que l'on n'a point un autre titre à lui opposer : c'est un instrument & une force légale à laquelle il est impossible de se soustraire & de résister.

Tout cela est certain, tout cela est incontestable & évident, en supposant Martin Aubry vivant & réclamant ou réclamé.

Et si tout cela est certain, si tout cela est incontestable & évident, en supposant Martin Aubry vivant & réclamant ou réclamé, tout cela est certain, tout cela est incontestable & évident, en faisant passer la supposition de la personne de Martin Aubry à celle de *Jean-Martin Aubry*, son fils.

Car Jean-Martin Aubry également réclamant ou réclamé, seroit nécessairement entré en possession de l'état de parent de la famille de Tours, à moins qu'une preuve contraire n'eût été faite, parcequ'il étoit fils de celui qui portoit & qui possédoit les noms, la marque, le signe, l'empreinte &, pour ainsi dire, l'étampe de la famille de Tours; qu'il auroit eu pour ou contre lui tous les mêmes raisonnemens, tous les mêmes droits de propriété & de possession, toute la même force des deux titres qui constituent & qui justifient cette propriété & cette possession; puisqu'il représentoit Martin Aubry, son Père, & qu'il étoit absolument à sa place.

Ainsi Jean-Martin Aubry n'auroit pu craindre de succomber dans sa réclamation, que par l'effet d'un titre contraire aux siens; & il n'auroit pu faire tomber la réclamation de la famille, qu'en prouvant lui-même qu'elle n'étoit pas la sienne.

Et si tout cela est certain, si tout cela est incontestable & évident, en supposant des réclamations de la part de Martin ou de Jean-Martin Aubry, contre la famille de Tours, ou de la famille de Tours contre eux, tout cela est nécessairement aussi certain, aussi incontestable & aussi évident, ici, dans l'espèce actuelle de la réclamation de la famille de Tours, contre les descendants & héritiers de Martin & de Jean-Martin Aubry.

La situation respective est précisément la même qu'elle eût été entre la famille & Martin Aubry lui-même, puisque ses descendants & ses héritiers le représentent; qu'ils ne peuvent ni plus ni moins que lui, qu'ils ont pour & contre eux, tous les mêmes titres, tous les mêmes droits, toutes les mêmes obligations, toutes les mêmes raisons, en un mot toutes les mêmes circonstances, & que c'est Martin Aubry lui-même, que sa famille saisit en eux

aujourd'hui par le lien, par la chaîne que forme entr'eux son acte de baptême.

Ainsi *Martin Aubry*, représenté aujourd'hui par ses descendants, ou ses descendants eux-mêmes qui le représentent, ne peuvent se refuser à la famille de Tours qui les réclame, ni se soustraire à la force du titre qui les lie & les enchaîne, qu'en prouvant par des titres aussi forts qu'ils ne sont point ceux que ce titre assujettit, c'est-à-dire, qu'ils sont d'une autre famille *Aubry*, & qu'ils ont eux-mêmes d'autres liens.

Ils ont une famille; il faut bien certainement qu'ils en conviennent & qu'ils en reconnoissent une; s'ils en connoissent une autre que celle de Tours, qu'ils empêchent l'effet des titres de celle-ci, en prouvant qu'ils ne peuvent s'appliquer à eux; mais s'ils n'en connoissent pas d'autre, comment peuvent-ils se permettre de résister au titre qui les attache évidemment aux *Aubry* de Tours, comment peuvent-ils proposer une aussi grande futilité, que la prétention de la nécessité d'une preuve d'identité de *Martin Aubry* de Tours, & de *Martin Aubry* de Saint-Domingue? Les deux actes de baptême & de mort ne présentent qu'un seul & même sujet, ils établissent parfaitement l'identité, il faut donc nécessairement la reconnoître & la juger, parceque ce sont des actes qui sont preuve, & qui doivent produire tous leurs effets & toutes leurs conséquences, jusqu'à ce qu'ils soient anéantis ou détournés par une preuve de différence.

Enfin, on ne fera pas de difficulté de reconnoître que la parenté peut bien être considérée comme un contrat formé par la nature même entre ceux qu'elle engage, & que c'est par une conséquence de ce contrat naturel & en s'y conformant, que la Loi positive détere aux parens les successions de leurs parens, & leur impose des obligations & des charges de famille, comme celles des tutelles & des curatelles.

Et si l'on est forcé de reconnoître cette vérité, les *Sieurs Caradeux*, réfléchissant sur la nature & la force de tous les contrats imaginables, seront bientôt convaincus de leur erreur & de l'injustice de leur prétention.

Supposons en effet pour un moment que des créanciers, ou des acquéreurs, ou des vendeurs, ou d'autres personnes qui eussent fait en France des contrats quelconques avec un *Martin Aubry*, fussent venus s'adresser ici à *Martin Aubry*, de Léogane, ou à *Jean-Martin*, son fils, ou à ses descendants mêmes, si la prescription n'étoit pas acquise à cet égard, & qu'ils eussent poursuivi contr'eux l'exécution de ces contrats : tous ces

titres

titres & tous ceux qui en auroient été porteurs auroient-ils été écartés par la seule prétention qu'il auroit fallu prouver l'identité de *Martin Aubry*, qui auroit fait ces actes en France, avec le Martin Aubry, de Léogane ?

Auroit-il suffi à Martin Aubry, à Jean-Martin, ou à ses descendants, de dire aux demandeurs ?

« Commencez par prouver l'identité du Martin Aubry, de France, & du » Martin Aubry, de Léogane, prouvez le passage de Martin Aubry, de France » à Saint-Domingue, prouvez que c'est celui qui a passé à Saint-Domingue, » qui demeure à Léogane, ou qui y demeureroit, & quand vous aurez les » preuves de ces faits, vous ferez valoir vos titres ? »

Il auroit bien fallu, ou il faudroit bien nécessairement que Martin Aubry ou ses représentans se soumissent aux titres & à leurs effets, ou prouvassent clairement par d'autres titres la différence des Martin Aubry, parceque jusqu'à la preuve de la différence, l'identité est incontestable ; puisque Martin Aubry étoit Martin Aubry, à Saint-Domingue comme en France, que ce seroit *Martin Aubry* qui auroit été l'obligé, le contraignable, à Saint-Domingue comme en France ; que dans l'ordre civil & le cours de l'exécution des actes, des Jugemens, des loix qui les produisent & les soutiennent, on ne connoît, on ne reconnoît & on ne prend les hommes que par leurs noms qui sont leur seule ou au moins leur principale marque, leur seule ou au moins leur principale désignation.

Il n'est certainement pas douteux que cette prétention d'exiger la preuve de l'identité sembleroit ridicule & souverainement absurde en ce cas, & que les Tribunaux, jugeant alors que chacun doit se connoître & être toujours en état de se faire connoître des autres, prêteroiient tous les secours de leur autorité pour l'exécution des contrats contre Martin Aubry de Saint-Domingue ou ses descendants, jusqu'à ce qu'ils eussent prouvé la différence, parceque voyant, malgré eux, dans *Martin Aubry*, la personne chargée des obligations par les contrats, ils n'auroient absolument aucune raison d'ailleurs pour arrêter la force de ces actes ; car s'il en étoit autrement & si la preuve de l'identité étoit exigible, uniquement parceque Martin Aubry est venu à Saint-Domingue, pays François qui ne peut être considéré que comme une province de France, il faudroit aussi la faire cette preuve, quand même Martin Aubry seroit resté en France dans la Touraine, à Tours même dans sa famille, ce qui seroit une monstrueuse absurdité. L'allégation de la différence doit nécessairement précéder la nécessité

de la preuve d'identité ; car sans cette allégation, l'identité est certaine ; & comme cette même allégation est une exception proposée contre un titre, elle doit être justifiée.

Et c'est ici précisément la même chose ; car c'est vraiment un contrat fait par la nature, & reçu & consacré par la Loi, que la parenté de la famille Aubry, de Tours, & de Martin Aubry, c'est l'exécution de ce contrat que l'on réclame contre Martin Aubry, de Léogane, & ses successeurs, parcequ'il étoit *Martin Aubry*, nommé & désigné par l'acte de baptême formant le contrat civil.

Martin Aubry, ou ses représentans ne peuvent donc pas plus se soustraire à l'effet du contrat qu'à la désignation de *Martin Aubry*, s'ils ne prouvent pas qu'il y ait eu deux ou plus de deux *Martin Aubry*, né en 1658, & que celui de Léogane, n'est pas celui qui étoit né à Tours ; car sans la preuve de la différence, il est aussi vrai que Martin Aubry, de Léogane, est Martin Aubry, de Tours, qu'il est vrai que Martin Aubry, est Martin Aubry, puisque l'on ne voit dans le monde qu'un seul Martin Aubry, né en 1658, qu'un seul Martin Aubry, mort en 1698, & qu'indépendamment des noms, toutes les désignations qui lui sont données à sa naissance & à sa mort sont parfaitement identiques.

Les Sieurs Caradeux se doutent-ils des conséquences de leur système ? Ils en seront étonnés, & ils n'auroient sûrement pas osé le proposer, s'ils l'avoient médité davantage ?

Assujettir la famille Aubry, de Tours, à la preuve de l'identité, ou rejeter sa réclamation jusqu'à cette preuve, seroit évidemment *préjuger la différence*.

Et préjuger la différence seroit décider qu'il *est né en 1658, un autre Martin Aubry, que celui de Tours, que c'est cet autre Martin Aubry, qui est mort à Léogane, & que Martin Aubry, de Tours, est mort ailleurs qu'à Saint-Domingue.*

Où les Sieurs Caradeux eux mêmes trouveront-ils la moindre apparence de la naissance d'un Martin Aubry, en 1658, ailleurs qu'à Tours, où trouveront-ils la moindre apparence de la mort de Martin Aubry, de Tours, ailleurs qu'à Léogane ; & s'ils n'ont pas seulement la plus foible apparence de l'une ni de l'autre de ces deux choses, comment seroit-il possible que la Justice les jugeât vraies & certaines.

Quoi de plus simple, de plus juste, de plus évidemment nécessaire que

d'imposer au contraire aux Sieurs Caradeux la nécessité de prouver la différence de Martin Aubry, à Martin Aubry, s'ils osent persister à la soutenir contre toute raison ? Martin Aubry, de Tours, n'étoit que Martin Aubry, comme Martin Aubry, de Léogane, sa famille de France ne peut pas rapporter d'autres actes que ceux de sa naissance & de sa mort ; puisque sa famille de Saint-Domingue, qui descend de lui directement, ne peut ou ne veut pas en rapporter elle-même ; mais si Martin Aubry, de Léogane, est un autre que Martin Aubry, de Tours, les Sieurs Caradeux peuvent justifier leur système par deux actes différens, ils ont à produire, & l'acte de baptême de Martin Aubry, de Léogane, *ailleurs qu'à Tours*, & l'acte de sépulture de Martin, de Tours, *ailleurs qu'à Léogane* ; & c'est bien, sans doute la moindre chose que de leur demander ce qu'étoit leur bifaïeul.

Ne seroit-il pas invinciblement démontré par cette seule observation, que la preuve qui peut être proposée ou demandée à la Justice, est celle de la différence des Martin Aubry, & que c'est sur eux que tombent la charge de la faire, parceque celle de l'identité est faite & complète par les actes publics, au-delà desquels la Loi n'exige rien ; puisqu'elle n'en a établi aucun autre qui puisse être recherché & rapporté ; au lieu que celle de la différence n'a pas le moindre commencement, & qu'elle est possible & même infiniment facile aux Sieurs Caradeux ; puisque s'il y a eu deux Martin Aubry, la mort de celui de Tours, & la naissance de celui de Léogane, peuvent être justifiées par des actes.

C'est donc toujours à ce principe qu'il faut en revenir ; que les actes doivent être respectés, appliqués, exécutés & avoir tous leurs effets, d'où il suit que l'acte baptistère de Tours, devant avoir également son effet, & s'appliquant directement & parfaitement à la personne de Martin Aubry, de Léogane, qu'il présente, qu'il fait & sur lequel il doit avoir toute son action, il prouve seul & complètement que la famille de Tours est héritière de Jean-Martin Aubry, de la succession duquel il s'agit, & décide ainsi la seconde des questions proposées.

Mais ce n'est pas assez que d'avoir des droits à faire valoir, il faut en les exerçant se conformer aux règles de la procédure ; & l'on prétend que les Sieur & Dame Aubry, de Tours, n'ont rien fait de régulier ni de valable jusqu'à ce moment. Est-il vrai que toutes leurs procédures soient nulles, & que par cette seule raison leur réclamation actuelle ne puisse avoir de succès, en supposant même qu'ils soient fondés ?

1°. C'est le 24 Mai 1686 qu'on a demandé aux Sieurs Caradeux la justification de leurs titres & de leurs droits, & la remise de la succession taute d'en justifier.

La demande a été formée au nom de Laurent-François, & de Perrine Aubry, qui avoient donné leur procuration en 1781 ; & deux de ces trois personnes, François & Laurent Aubry, étoient mortes en 1783 & 1784, d'où l'on conclut que la demande étoit nulle.

2°. Perrine Aubry avoit cédé ses droits au Sieur Chenantais par acte du 7 Août 1786, & en conséquence de sa cession & des morts de François & de Laurent Aubry, le Sieur Chenantais a donné une nouvelle procuration le 13 Septembre 1786, d'abord en son nom à cause d'une D^{lle}. Aubry, son épouse, & comme cessionnaire de Perrine Aubry, & ensuite comme ayant les pouvoirs de plusieurs autres héritiers. Le Sieur Chenantais chargeoit le Sieur Bacqué de déclarer dans l'instance déjà pendante au Port-au-Prince les décès de Laurent & François Aubry, d'y intervenir au nom de lui Sieur Chenantais & des autres co-intéressés qu'il s'associe pour exercer les droits qui leur sont échus par le décès desdits Sieurs Laurent & François Aubry, dans la succession de Jean-Martin Aubry ; & cependant la procédure est continuée comme en vertu de la première procuration, seulement aux noms de François, Laurent & Perrine Aubry, ce qui en produit encore la nullité, sur-tout dans la tierce opposition même qui est formée aussi de cette manière.

3°. La veuve Hudin est morte depuis très-long-temps, le Sieur de Gizeux l'est aussi depuis un grand nombre d'années, ils n'en ont pas moins été assignés à l'hôtel de M. le Procureur général comme s'ils vivoient encore, la procédure est donc nulle à leur égard.

Rien n'est plus facile que de répondre à ces prétendues nullités de procédures.

Premièrement, l'action intentée en 1786 contre les Sieurs Caradeux en vertu d'une procuration de 1781, est incontestablement valable, malgré la mort de deux des personnes qui avoient donné la procuration : le mandat finit par la mort du mandant, mais il faut que la mort soit connue du mandataire. Il n'est point de règle plus parfaitement connue au Barreau.

Lorsque le Sieur Bacqué intenta l'action le 24 Mai 1786, il avoit les pouvoirs de deux personnes qui n'existoient plus ; mais il ignoroit leur mort, puisque la nouvelle procuration qui lui a été donnée, d'après ces décès, n'a été passée en France que le 13 Septembre 1786 ; ainsi l'action intentée par

le mandataire aux noms des mandans étoit valable, quoique deux de ces mandans fussent morts avant l'action. Cette action n'est donc pas nulle.

Secondement, quoique la Dame Perrine Aubry eût cédé ses droits au Sieur Chenantais, par acte du 7 Août 1786, il ne pouvoit pas y avoir de nullité dans une procédure continuée en son nom, parcequ'assurément les parties auroient pu très-valablement en faire la stipulation dans leur acte, & que quand même cette stipulation n'y auroit pas été inférée, le cessionnaire auroit pu employer son nom, comme il faisoit valoir ses droits, ou même l'appeler pour leur conservation & l'entière exécution de la cession, jusqu'à sa consommation par un jugement.

Et l'acte de cession n'ayant pas été signifié aux Sieurs Caradeux à la requête du Sieur Chenantais avec la défense de répondre à d'autres que lui ou de procéder avec d'autres, & enfin lui-même étant le principal porteur de pouvoirs, les adversaires n'auroient jamais pu avoir de réclamation à craindre contre le jugement rendu au nom de la Dame Perrine Aubry; ainsi la procédure n'est point nulle à leur égard par cette raison.

Quant à la tierce opposition qui est formée aux noms des Sieurs François & Laurent Aubry, morts, & de Perrine Aubry, elle est valable d'après la disposition même de l'Ordonnance qui est citée par les Sieurs Caradeux, puisque cette disposition est que les poursuites seront valables jusqu'au jour de la signification du décès, & que ces décès n'avoient pas été signifiés lorsque la tierce opposition a été formée.

Troisièmement enfin, cette procédure n'est pas moins valable relativement à la veuve Hudin & au Sieur de Gizeux, puisque leur décès n'étoit ni signifié ni connu, lorsque tout ce qui précède a été fait. Sa validité est une conséquence des termes mêmes de l'Ordonnance; & quand cette procédure seroit irrégulière à l'égard de la veuve Hudin & du Sieur de Gizeux en particulier, il n'appartiendroit qu'à leurs héritiers seulement, dans la suite, de réclamer à cause de cela contre les jugemens qui interviendront, mais tout se trouvant en règle vis-à-vis des Sieurs Caradeux, il leur est impossible de s'en faire un moyen en ce moment.

Et pour donner à la procédure une suite & une continuation régulière, la famille Aubry, de Tours, telle qu'elle se trouve composée actuellement par l'effet des décès & de la cession de Laurent, François & Perrine Aubry, vient de présenter à la Cour une nouvelle requête de conclusions, tendante à avoir acte de ce qu'elle reprend l'instance, de la déclaration

passée par les Sieurs Caradeux eux-mêmes, a la page 71 de leur mémoire, qu'ils sont cessionnaires des prétendus droits de la veuve Hudin, de ce qu'elle reconnoît le Sieur de Gizeux pour héritier avec eux dans la succession du Sieur Jean-Martin Aubry pour un douzième, & de ce qu'enfin elle conclut aux noms personnels & particuliers de tous ceux qui la composent. Ainsi tout est parfaitement en règle ; & la famille Aubry, de Tours, héritière par ses titres n'a pas à craindre de voir reculer sa possession par des nullités de procédures. Venons donc à l'examen de ce qui concerne les Sieurs Caradeux & de Gizeux.

III. Les Sieurs Caradeux ont-ils justifié leur état & font-ils, ainsi que le Sieur de Gizeux, héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry ?

Lorsque la famille Aubry, de Tours, a composé son premier mémoire, elle ne connoissoit & elle ne pouvoit connoître les titres de la famille Caradeux, que par la mention qui en est faite dans le vu des pièces de l'Arrêt de 1767 : ignorant au temps de cet Arrêt dans quels dépôts étoient les preuves de leur état, les Sieurs Caradeux n'avoient produit ni leurs actes de baptême, ni celui de leur mère, ni la preuve du mariage de leur aïeule ; ni les preuves de la légitimité de cette aïeule, & la veuve Hudin les surprenant dans ce dénuement absolu de justification à tous les égards, leur avoit reproché une bâtardise qui paroïssoit en effet très-certaine.

La preuve de bâtardise est formée nécessairement par le défaut de preuve d'une naissance légitime ; & la famille Aubry trouvant les choses dans cet état a dit avec vérité & avec raison, non pas que les Sieurs Caradeux étoient bâtards, mais que leur état, celui de leur mère, celui de leur aïeule n'étoient point justifiés.

Les Sieurs Caradeux ont découvert & rassemblé depuis 1767, les pièces justificatives qui leur étoient nécessaires ; & leur naissance paroît aujourd'hui aussi pure qu'il est possible de la tenir des unions les mieux formées : on leur avoit objecté l'insuffisance de leurs titres produits en 1767 avec toute la modération possible ; & on s'empresse de leur rendre aujourd'hui, l'hommage d'une reconnaissance entière, & de dire, qu'eux & le Sieur de Gizeux étoient véritablement parens & héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry.

Mais ce n'est point assez au gré des Sieurs Caradeux, que d'être aussi vrai & aussi empressé à faire cet aveu, d'après leurs titres nouvellement produits, que l'on a été juste dans la critique des pièces insuffisantes qu'ils rapportoient en 1767 : ils prétendent que c'est un crime de la part de la famille Aubry, de Tours, que d'avoir élevé des doutes sur la légitimité de leur famille,

& qu'un si grand attentat à leur honneur doit être exemplairement vengé.

Quelle que soit la sensibilité des Sieurs Caradeux, & la justice naturelle de cette sensibilité à une imputation de bâtardise dans leur famille entière, leur plainte ne peut pas paroître raisonnable; puisqu'on ne leur a dit en cela qu'une vérité qui sortoit manifestement de l'insuffisance de leurs propres titres, & qu'une vérité si certaine, si claire à leurs yeux mêmes, qu'ils viennent d'ajouter à leur production tout ce qu'il falloit pour les autoriser à demander que leur légitimité soit reconnue.

Au surplus, on ne peut pas disconvenir que les Sieurs Caradeux aient des motifs, & des motifs très-grands & très-multipliés d'être mécontents; mais qu'ils réfléchissent un moment sur toute leur conduite, sur toutes leurs combinaisons de défenses, sur tous les partis qu'ils ont pris judiciairement depuis l'attaque de la veuve Hudin, jusqu'à ce moment même; & ils verront que c'est à eux qu'ils doivent s'en prendre, parcequ'ils se sont toujours mal consultés, mal conduits, mal défendus, malgré tout le travail d'imagination & tous les *autres efforts* qu'ils ont pu faire, & précisément parcequ'ils ont trop de faculté d'en faire.

Comment ont-ils procédé contre la veuve Hudin? Ils n'ont produit presque aucun de leurs titres, ils n'ont fait valoir contre elle :

Ni la preuve de la fausseté des lettres de Marie Dubois,

Ni le moyen de falsification de l'enquête de 1742,

Ni la preuve qu'ils avoient dans la procuration des Sieurs Delatre & Goujaud des manœuvres que la veuve Hudin avoit fait faire & qu'elle, vouloit payer au Sieur Charles,

Ni le défaut de preuves du voyage du Sieur Jean-Martin Aubry, en France, en 1708, par la Rochelle, & de son retour, en 1709, par le même port.

Ni, enfin, le moyen de la méconnoissance des lettres qui auroit obligé la veuve Hudin à la vérification.

Que firent-ils après l'Arrêt de 1767?

Ils avoient des moyens invincibles de requête civile, mais au lieu d'en faire usage, ils allèrent adresser au Roi une requête en cassation qui fut rejetée comme elle devoit l'être.

Ils eurent le bonheur d'obtenir de Sa Majesté, des lettres de relief de laps de temps pour l'usage de la requête civile; & quel parti en tirèrent-ils?

Ils devoient mettre tous leurs soins à procéder d'une manière régulière, pour l'entérinement de leurs lettres de requête civile, qu'ils fondonnent avec

raison sur le dol personnel le plus évident & le plus odieux ! Mais leur premier pas fut une chute, ils infectèrent de nullités radicales, l'acte qui devoit être le fondement de leurs succès.

Ils auroient pu même, encore après ce premier acte, réparer leur faute par un désistement & reprendre la même voie d'une manière plus régulière & plus sûre, & leur succès auroit été indubitable, puisqu'il y a, malgré leur mauvaise défense, la veuve Hudin n'avoit eu pour elle que quatre voix contre trois ; mais ils ne poursuivirent seulement pas sur leur demande, ils transigèrent avec la veuve Hudin, & se firent subroger à ses droits imaginaires.

Et dans cette instance même, dans l'instance actuelle, quelles fautes n'ont-ils pas commises ?

On leur demande en 1786, quels sont les titres & les droits en vertu desquels ils possèdent la succession du Sieur Jean-Martin Aubry : rien n'étoit plus facile que de répondre paisiblement à cette question, & d'éviter par des renseignemens & des éclaircissimens qu'ils avoient en abondance, toutes les longueurs, & sur-tout, les éclats & les désagrémens qui pouvoient résulter de leur refus ; mais la main qui les conduit leur trace insidieusement le plan de n'entendre à rien, de se refuser à tout, de multiplier les difficultés, les incidens, de préparer les discussions les plus longues, & enfin, d'embarrasser la Justice autant qu'il seroit possible dans les détours de leur marche.

Le premier Juge a rendu une sentence qui a appointé les Parties à écrire & produire, c'est-à-dire, que la Justice a ordonné à chacune d'elles de lui expliquer dans des Écrits ses prétentions & ses moyens, & d'en présenter les preuves à ses yeux par la production de ses titres.

Il étoit absolument impossible de prononcer plus sagement ; & quand le Siège du Port-au-Prince auroit établi les Sieurs Caradeux Juges dans leur propre cause, ou leur auroit demandé ce qu'il étoit, à leur avis, le plus équitable de décider ; il est très-clair, qu'à moins de vouloir montrer une injustice révoltante, ils auroient rendu ou provoqué eux-mêmes cette décision : un deux en a pourtant appelé dès que l'on a poursuivi contre eux l'exécution de cette sentence.

Étoit-ce pour se procurer promptement l'avantage d'un jugement définitif par un Tribunal supérieur & plus nombreux ?

L'appel

L'appel n'a jamais été relevé, les Sieurs Caradeux feroient encore dans le silence, s'ils n'avoient pas été poursuivis.

N'a-t-il pas fallu, d'après tout cela, que les Sieur & Dame Aubry, de Tours, écrivissent, comme ils l'ont fait, sur le seul état des choses, en 1767, sur cette production incomplète & si foible que dans trois degrés de générations différentes, les Sieurs Caradeux prouvoient eux-mêmes, l'illégitimité de leur famille entière, par le défaut de preuves de toutes espèces?

N'a-t-il pas fallu leur dire cette vérité palpable dans cet état des choses, & leur dire encore cette autre vérité, que tremblans alors & effrayés par la réclamation de la veuve Hudin, ils ne se sont défendus contr'elle que comme s'ils avoient voulu l'admettre en feignant de la repousser.

Est-ce la faute des Sieur & Dame Aubry? Pouvoient-ils faire autrement que de voir & de dire ce que le seul Arrêt de 1767 donnoit à penser par l'énumération de pièces qu'il contient? N'ont-ils pas suivi la marche naturelle de la raison, de la Justice, de la Loi? N'est-il pas, en effet, très-naturel, très-raisonnable, très-conforme à la Loi, de présumer contre celui qui refuse de justifier sa conduite ou ses droits, ne présume-t-on pas que celui qui fuit & qui se cache, ne le fait que parcequ'il a tort; & en matière criminelle même, l'innocent accusé qui ne se présente pas, n'est-il pas présumé coupable & jugé suivant la rigueur des Lois? Sa fuite n'est-elle pas prise pour une preuve? N'est-il pas privé de l'honneur & condamné même à la mort, parcequ'il fuit & qu'il se cache?

Et l'on seroit coupable envers les Sieurs Caradeux, parcequ'on a reçu les impressions qu'ils ont données eux-mêmes, parcequ'on a tiré de leur opiniâtre silence, de leurs pièces, produites en 1767, de leur Arrêt même, toutes les conjectures, toutes les présomptions, toutes les vérités qu'il étoit impossible de ne pas tirer, de ne pas admettre, & qui étoient si justes & si raisonnables qu'elles ont été universellement adoptées! Il n'est pas possible de croire qu'eux-mêmes le soutiennent encore, & qu'ils ne s'en disent pas: que ne nous conduisions-nous avec plus de sagesse, que ne nous présentions-nous plutôt, que ne prévenions-nous les coups que nous avons nécessités? Il est évident que nous ne les eussions pas reçus, puisqu'on n'auroit pas pu nous les porter.

Quelle a été la suite de leur conduite?

Pressés de manière qu'ils ne pouvoient plus reculer, ils ont travaillé à

leur défense ; & afin de donner une grande importance à leur composition, ils se sont renfermés pendant plusieurs mois entiers, pour former un volume immense ; mais qu'est-ce que ce travail ?

Il se divise naturellement en trois parties, dont la première est le commentaire le plus prolixe de sept à huit actes, tant de baptêmes que de mariage & de sépulture, pièces infiniment simples, parfaitement claires, qui n'exigeroient pas un seul mot d'explication, & qui n'avoient besoin que d'être présentées pour produire tout leur effet, mais dont l'intelligence & le développement ont été pour eux si rudes & si laborieux qu'ils ont terminé cette partie par une grande admiration d'eux-mêmes, & qu'ils se sont écriés, comme en sortant d'une extase profonde. « Comment avons » nous pu produire un si pénible chef-d'œuvre *dans un pays où l'on semble* » *sentir le vent de la faux qui moissonne les individus ?* »

La seconde n'est qu'une ridicule réparation faite sans raison à cette avanturière qu'ils traitoient autrefois ainsi, & qu'ils ont convaincue eux-mêmes d'imposture, de dol personnel, de falsification.

Et la troisième, imaginée par l'ignorance ou par la mauvaise foi, est formée de ce double soutien & de ces prétendues preuves, qu'un long oubli de sa famille de la part d'un Membre, forme contre cette famille une incapacité de succéder à ce Membre, & que les Aubry, de Tours, doivent prouver l'identité de Martin Aubry, *parcequ'il se pourroit que Martin Aubry ne fût pas Martin Aubry.*

Voilà très-exactement à quoi se réduit cette énorme production, si l'on en retranche des outrages insensés, qui en font un horrible libelle injurieux à la Justice même ; car c'est l'offenser, c'est sans contredit lui manquer de respect que de s'écarter de la modération dans laquelle ce sentiment retient tous ceux qui en sont pénétrés : au reste, s'il y avoit quelque objection solide à faire contre la famille Aubry, de Tours, en employant, soit la vérité des faits, soit les vrais principes, elle a été abandonnée ; s'il y avoit quelques vérités utiles à développer pour soutenir le système de la veuve Hudin, elles ont été négligées ; car il ne s'y en trouve aucun, & tout ce qui concerne ce système, n'est que fausseté ; soit en raisonnement, soit en faits.

Enfin il a fallu produire :

S'il étoit particulièrement un pièce qu'on dût s'empresse de présenter, c'étoit certainement la défense que les Sieurs Caradeux avoient fait imprimer dans le procès de 1767, contre la veuve Hudin ; afin de soutenir par-

là toutes les allégations répandues dans le libelle, & de justifier les Sieurs Caradeux.

Et cependant on n'a communiqué ni cette défense imprimée, ni aucun autre Écrit de défense.

S'il étoit quelques pièces que l'on pût & que l'on dût tenir secrètes, c'étoient toutes celles qui pouvoient nuire autrefois à la veuve Hudin, & qui doivent être funestes aux Sieurs Caradeux, par les vérités qu'elles établissent contr'eux qui la remplacent.

Et on n'a pas manqué de les communiquer toutes, il semble que la collection en ait été formée avec le dessein de les trahir.

N'ont-ils pas produit en effet, les deux contrats de mariage de la fille de Marie Dubois, qui prouvent que Marie Dubois ne savoit pas écrire, & qui démontrent la fausseté des lettres qui lui sont attribuées ?

N'ont-ils pas produit l'enquête de 1742, avec sa falsification encore existante ?

N'ont-ils pas produit la première signification qui leur a été faite à la requête de la veuve Hudin, & qui contient la requête présentée & signée par le Sieur Jean-Martin Aubry, & l'acte mortuaire de Martin Aubry, qui prouvent que la veuve Hudin connoissoit, avant d'agir, toute l'histoire de la famille Aubry de Saint-Domingue, & que la signature du Sieur Jean-Martin Aubry a pu être contrefaite, puisqu'il en existoit une originale, qui a été fournie à autant d'inspection qu'on en a voulu faire.

N'ont-ils pas eu l'imprudence, qu'ils ne doivent jamais se pardonner, de produire jusqu'à la procuration donnée le 13 Septembre 1763, aux Sieurs Delatre & Goujaud, qui fait voir la veuve Hudin présente à Saint-Domingue, par des agens, dès avant la mort du Sieur Jean-Martin Aubry, & faisant toutes les démarches, toutes les recherches qui devoient lui donner les connoissances nécessaires à la composition des lettres & billets signés Martin Aubry, Marie Dubois & Jean-Martin Aubry ? Leur génie ne les a-t-il pas conduits au Greffe du Port-au-Prince, au mois de Décembre 1788, tout exprès pour leur faire délivrer une expédition de cette procuration terrible, que la famille Aubry de Tours ne connoissoit pas, & à laquelle on n'auroit jamais pu songer ?

Ah ! Puisque les Sieurs Caradeux ont été blessés de ce que la famille Aubry, de Tours, a écrit, qu'ils s'indisposent, qu'ils s'agitent, qu'ils s'emportent,

qu'ils s'indignent ; ils n'ont que trop de raison de le faire, mais qu'ils cessent de s'en prendre à leurs adversaires, qui ne demandent que ce qui leur appartient, & qui pour l'obtenir, n'ont suivi que la route, & n'ont parlé que le langage qu'ils doivent tenir ; qu'ils s'indisposent, qu'ils s'agitent, qu'ils s'irritent, qu'ils s'empotent contre celle de leurs mains à laquelle ils se sont confiés en aveugles, & qui les a détournés de la voie douce & unie qu'ils devoient suivre, parcequ'elle n'auroit point eu l'occasion d'y faire les grands mouvemens qui lui conviennent ; contre cette main qui a produit elle-même tout l'éclat de cette affaire, en les retenant à la Juridiction du Port-au-Prince, dans un silence qui ne pouvoit avoir d'autre effet que celui qui en est résulté ; contre cette main, qui, encore engourdie d'avoir écrit le monstrueux ramas d'inutilités qui leur est si cher, n'a pas pu réunir à leurs pièces celles qu'il importoit le plus de présenter, ni en séparer celles qu'il étoit essentiellement nécessaire de cacher ; enfin, contre cette main qui ne devoit se mouvoir que par l'impulsion d'un zèle autant éclairé que pur, & qui ne s'est conduite elle-même qu'en se livrant à la haine la plus violente, la plus injuste, la plus folle envers leurs adversaires ; & comme si elle s'étoit abandonnée à la perfidie la plus noire envers eux-mêmes.

Mais puisqu'ils sont héritiers du Sieur Jean-Martin Aubry, avec le Sieur de Gizeux & les Sieurs & Dame Aubry de Tours, voyons comment la succession doit être partagée.

IV. Comment la succession du Sieur Jean-Martin Aubry doit elle être partagée ?

Le Sieur Jean - Martin Aubry doit être considéré sous trois rapports principaux.

Il étoit :

1°. Petit fils de Jacques Aubry & de Marie Villette.

2°. Fils de Martin Aubry & de Marie Dubois.

3°. Et enfin, Frère de Marie-Magdeleine Aubry.

Ainsi, le Sieur Jean-Martin Aubry pouvoit avoir des héritiers du chef de Jacques Aubry & de Marie Villette, ses aïeuls, & de Martin Aubry, son Père ; tels que des Cousins-germains ; du chef de Marie Dubois, sa Mère, tels aussi que des Cousins-germains ; & enfin du chef de Marie-Magdeleine Aubry, sa Sœur, tels que des arrière-neveux : & il en avoit effectivement.

Du chef de ses aïeuls & de son Père, il avoit pour Cousins-germains,

vivans au temps de sa mort, la Dame Perrine Aubry, qui vit encore, Marie-Jeanne & Catherine, qui ne sont mortes qu'en 1776 & 1779, & François & Laurent, qui ne sont morts qu'en 1783 & 1784; ce qui fait cinq têtes.

Du chef de sa Mère, il avoit pour Cousins-germains, le Sieur de Gizeux, qui étoit fils de Simone Dubois, & une fixième tête.

Et enfin, du chef de Marie-Magdeleine Aubry, sa Sœur, il avoit pour arrière-neveux tous les enfans Caradeux, qui étoient aussi au nombre de six; ainsi la succession du Sieur Jean-Martin Aubry devoit & doit encore être partagée par douzièmes; la famille Aubry, de Tours, qui représente cinq têtes, a donc cinq douzièmes à prendre: le Sieur de Gizeux, seul de son côté, avoit également un douzième, & les Sieurs Caradeux, au nombre de six avoient six douzièmes: voilà les vérités pour lesquelles il a déjà fallu tant écrire. Elles sont constantes en ce moment, elles sont claires pour tout homme de bonne foi, qui connoît les règles du droit & de la raison, & qui veut en faire l'application avec droiture: & il ne manque plus à cet ouvrage entrepris pour leur démonstration, que de les rappeler ici en les plaçant dans le cadre le plus étroit où il soit possible de les rassembler dans leur détail & dans leur ordre nécessaire.

Premièrement la veuve Hudin soutenoit qu'elle & le Sieur Jean-Martin Aubry étoient petits-enfans de Jean Aubry & de François Esnaud, qui avoient eu pour fils Guy Aubry, son Père & Martin Aubry, Père du Sieur Jean-Martin; mais elle n'avoit ni la preuve de la naissance de Martin Aubry, dans sa famille, ni la preuve du temps du mariage de Jean Aubry & de François Esnaud; & cependant les registres de Taillebourg étoient entiers; de sorte, que non-seulement tout lui manquoit dans les actes publics, mais encore ces actes démontroient le contraire de ce qu'elle prétendoit.

Elle produisoit des pièces particulières & privées, qu'elle appeloit des titres de famille, & qui sembloient en être effectivement, parceque l'on y trouvoit des détails de faits anciens qui sembloient devoir être ignorés d'elle & de tous ceux qu'elle auroit pu employer; mais pendant la vie même du Sieur Jean-Martin Aubry, elle avoit aposté des agens à Saint-Domingue, pour découvrir & rassembler les faits consignés dans les pièces; elle y étoit parvenue, on a au procès la preuve de ses conventions avec ces agens: elle a fait composer ces pièces particulières & privées sur les indi-

eations qu'ils lui ont données; & telle est la certitude de ce fait qu'on la voit s'écartant elle-même des mesures précises qui lui avoient été fournies, attribuer deux lettres à une main qui étoit incapable d'en écrire, & falsifier une enquête qu'elle vouloit prendre pour appui de ses impostures.

Ainsi la veuve Hudin n'avoit pas plus de titres de famille, que de titres publics: elle n'étoit point parente du Sieur Jean-Martin Aubry.

Secondement, Martin Aubry étoit né à Tours, dans la famille de Tours, en 1658, cette famille rapporte aujourd'hui l'acte de baptême qui fait son titre de propriété de la personne de Martin Aubry, en qualité de parent. Ce titre forme & prouve le lien naturel & civil, le nœud qui existoit entre elle & Martin Aubry, & qui ne pouvoit se dissoudre & se détruire ni par le temps, ni par l'éloignement; puisque c'est une chaîne naturelle & légale, que Martin Aubry a nécessairement portée par-tout pendant toute sa vie, & avec laquelle son acte de sépulture prouve qu'il est mort à Léogane.

Ainsi personne ne peut s'opposer à ce que la famille Aubry, de Tours, s'empare de Martin Aubry, en qualité de parent; à moins qu'on ne détruise la chaîne & son effet, ou par la preuve qu'elle n'est pas vraie en elle-même, ou par la preuve qu'elle tenoit à un autre Martin Aubry que celui de Léogane; ce qui n'est pas. Martin Aubry étoit donc de la famille de Tours; Jean-Martin, son fils, en étoit donc aussi; les Aubry de Tours sont donc ses héritiers pour une portion, en qualité de Cousins-germains.

Troisièmement, le Sieur de Gizeux étoit Cousin-germain de Jean-Martin Aubry, parcequ'ils étoient tous deux enfans de Simone & de Marie Dubois, qui étoient Sœurs.

Quatrièmement, les Sieurs Caradeux étoient les arrière-neveux, parcequ'ils sont petits-fils de Marie-Magdeleine Aubry, sa Sœur.

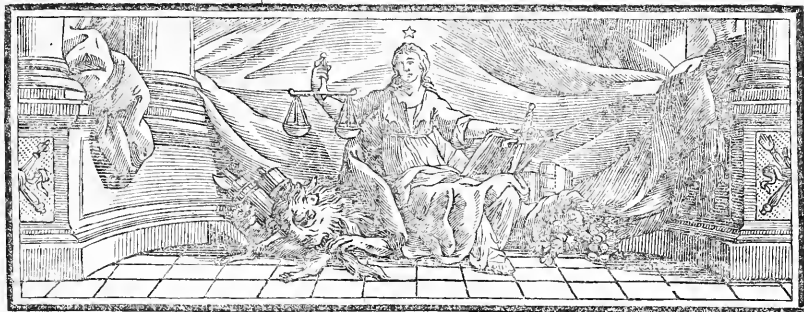
Cinquièmement, la représentation n'a pas lieu au degré dans lequel se trouvent tous les co-héritiers, Cousins-germains & arrière-neveux; ainsi le partage de la succession devoit se faire par têtes; & comme les têtes étoient au nombre de douze, lors de l'ouverture de la succession, il revient à chacune des familles Aubry, de Gizeux & Caradeux, autant de douzièmes qu'elle comprenoit de têtes à la mort du Sieur Jean-Martin Aubry.

De ces cinq vérités principales, il n'en est pas une seule qui soit susceptible aujourd'hui d'une contradiction raisonnable; & comme c'est par elles que la Justice ne peut pas manquer de se conduire en jugeant se procès, elles deviennent les motifs nécessaires & infaillibles d'un Arrêt qui, débou-

tant la veuve Hudin de ses demandes, & admettant la famille Aubry, de Tours, condamnera les Sieurs Caradeux à délivrer à cette famille, cinq douzièmes des biens du Sieur Jean-Martin Aubry; à lui restituer près de trente années de jouissances de ces biens, & à lui payer les intérêts de ces jouissances depuis le jour de la demande, jusqu'à celui du paiement, avec dépends; il sera même conforme à la volonté du testateur d'adjuger aux Aubry, de Tours, la totalité des parts revenantes à la famille Caradeux: si cette famille insiste encore sur ses contestations injustes, & les Sieur & Dame Aubry se réservent expressément la faculté de le demander.

Monsieur POUCHERESSE DE VERTIERES, Rapporteur.

M^e. A N G O, Avocat.



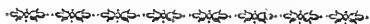
M É M O I R E

POUR M^r. DÜPRÉ, Avocat en
Parlem^{en}t, Demeurant au Port - au - Prince,
intimé ;

C O N T R E le Sieur D E L A
POUPARDIERE, Appelant ;

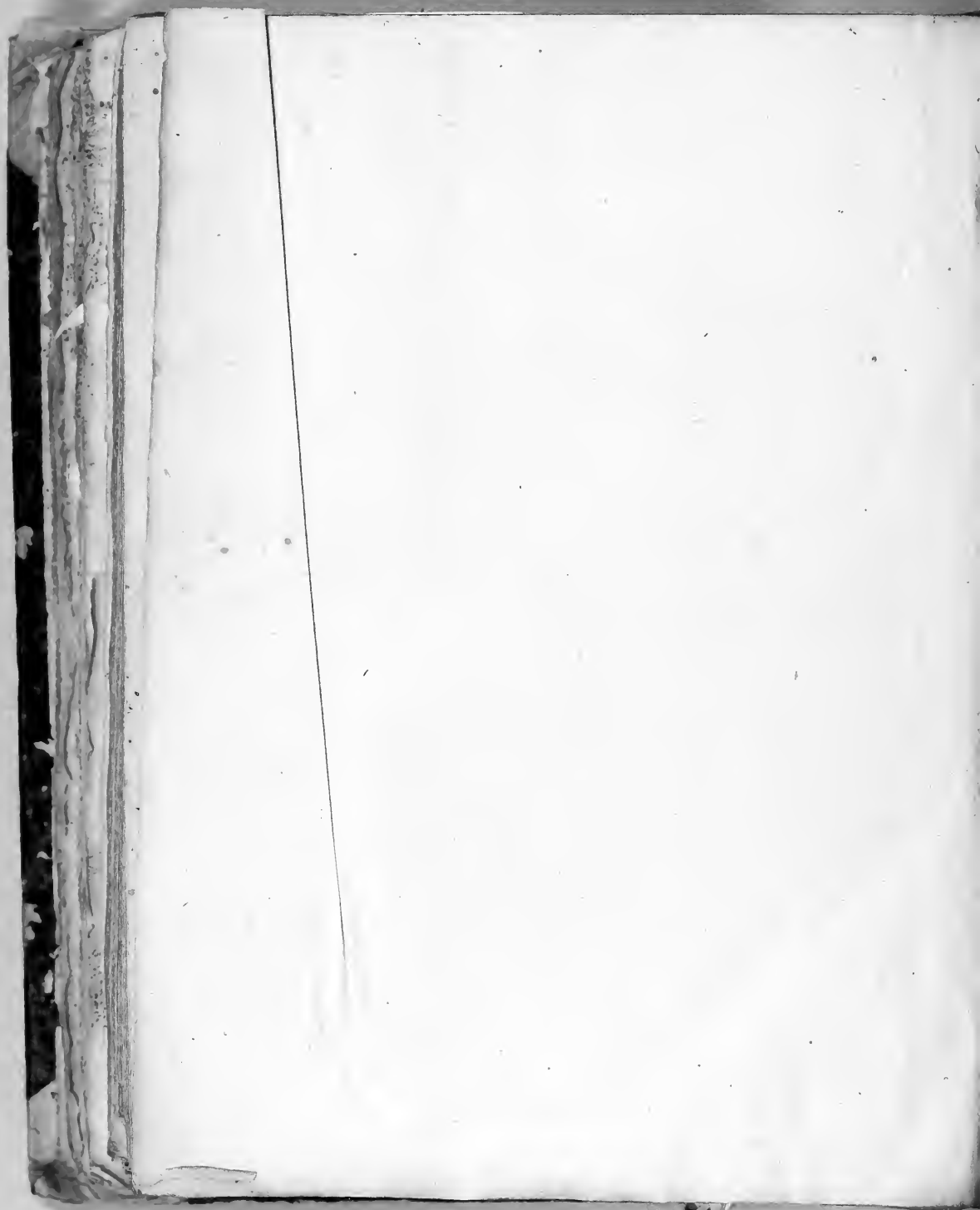
De la-cause,

Les Sieurs DAUBAGNA, TRI-
GANT & Compagnie, Négocians au
Port - au - Prince, intimés & anticipans.



ON a vu dernièrement le Sieur de la Poupardière distribuer de porte en porte un Mémoire contre les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie & contre moi : ce libelle (car il ne mérite pas d'autre nom) est le fruit

A



E 779

TLF-m

1-1000

y. f.

